

## REGARDS CROISES N°06

### SPECIAL NYIRAGONGO





## 1. ÉDITORIAL

### *Goma après la catastrophe du Nyiragongo*

Le 17 janvier 2002 le volcan Nyiragongo envahissait la ville de Goma de sa lave. Le plus inattendu et le plus effrayant là-dedans était que la lave ne coulait pas seulement des versants du volcan, elle sortait par des fissures dans la ville qui aujourd'hui se ramifient jusqu'au centre. 40% de Goma, 80% du potentiel économique et commercial de la ville ont été détruits. Les populations qui avaient fui le jour de la catastrophe sont rentrées les jours suivants en dépit de blocages et injonctions de toutes parts. Les deux parties de la ville ont pu être réunifiées par des routes-ponts sur la lave encore chaude, l'eau a été acheminée, l'électricité rétablie, des solutions innovatrices ont été trouvées pour beaucoup de problèmes. Dès le 18 et le 19 janvier, la vie à Goma reprenait. La coopération entre les services administratifs, les associations et églises locales, certains responsables politiques, certaines ONG internationales basées sur place et quelques représentants motivés des organisations internationales a pu éviter une catastrophe humanitaire majeure. Qu'est-ce que tous ces gens avaient et ont en commun? Un vrai attachement à la ville de Goma et à ses habitants. Des comités conjoints locaux des associations et Églises, tel le Comité de Crise Nyiragongo 2002, se sont formés et ont joué un rôle majeur dans les efforts d'urgence. Comme les habitants avaient choisi de réinvestir leur ville et de lutter pour sa survie, leur effort a été soutenu par toutes ces personnes de bonne volonté. Dans ce sens, la catastrophe du Nyiragongo et ses suites montrent que dans des circonstances exceptionnelles il y a possibilité de dépasser les barrières entre les populations en détresse, les ONG et Églises locales et leurs besoins de survie économique, les politiciens et leurs logiques de pouvoir, les sauveteurs professionnels et leur monde dirigé par les lois du marché, les fonctionnaires des organismes internationaux et leur logique bureaucratique. Nous sommes persuadés que ce dépassement, ce petit pas vers une vraie fraternité, un vrai partenariat, était en grande partie dû aux liens que les uns et les autres ont pu tisser avec **cette ville qui peut être vue comme un carrefour cosmopolite et ouvert, dynamique et tendant vers la modernité, dans un environnement régi par l'enfermement ethnique et les haines violentes**. Même après cette catastrophe dont elle ne s'est pas encore remise, Goma continue d'attirer des populations d'autres parties du Kivu qui viennent vivre ici.

Un autre dépassement est celui de l'entraide entre voisins supposés ennemis: en dépit de la situation de guerre et de conflit entre les dirigeants rwandais et congolais, d'innombrables familles rwandaises ont accueilli leurs voisins de Goma avec générosité et empathie. Les villes voisines de Goma (au Congo) et de Gisenyi (au Rwanda) ont un destin lié et vivent toutes deux à l'ombre des volcans.

Il y a donc bon nombre de choses positives à tirer de cette catastrophe dont la plus élémentaire est le dynamisme et la volonté farouche des populations de continuer à vivre sur cet espace.

Mais aujourd'hui, en août 2002, la ville n'est pas reconstruite, de nombreux problèmes persistent et s'enveniment, la crise prolongée qui la fait souffrir depuis si longtemps est loin d'être résolue. En plus de tout cela, une grande inquiétude face à l'avenir persiste: le volcan Nyiragongo peut s'y remettre à tout moment. Les volcanologues ont plusieurs scénarios d'avenir, mais aucun ne permet de baisser la garde, de dormir en paix. A Goma, les gens interrogés sur cela et mis devant l'alternative de changer de lieu de vie disent avec entêtement: „Nous savons que la ville va encore brûler, telle ou telle partie, c'est arrivé par le passé, cela arrivera à l'avenir, mais nous on est là et on sera toujours là pour l'occuper.“

Nous venons de vivre une éruption mineure du Nyamulagira qui si besoin est nous rappelle que les gens ici ont toujours vécu avec ces voisins imprévisibles que sont les volcans.

Il n'y a pas que le côté scientifique de l'étude des volcans qui est pris en charge par une équipe de volcanologues locaux appuyés par des volcanologues internationaux qui se relayent à leurs côtés. Les populations de Goma sont marquées par des mythes anciens et nouveaux autour des volcans. Telle communauté estime avoir une relation privilégiée avec lui à travers ses ancêtres et ils racontent que, fâchés par les spoliations de leurs terres, ils auraient supplié leurs ancêtres la veille de la catastrophe d'intervenir auprès des esprits pour que le volcan punisse la ville. D'autres racontent que ceux qui ont été épargnés par la lave étaient plus près de Dieu que les autres ou que ce sont uniquement des biens mal acquis qui ont brûlé, etc. Certains parlent de feu destructeur et purificateur. Les diverses autorités religieuses ont du mal à trouver un discours cohérent face au foisonnement de suppositions et croyances dans ce domaine. Il y a donc de nombreuses histoires qui se tissent autour des volcans et influencent l'imaginaire populaire. Pole Institute a décidé dans le cadre de ses activités interculturelles de creuser davantage cet aspect et d'en faire une publication à part.

Ce numéro-ci de Regards Croisés essaye de donner une plate-forme aux habitants sinistrés de Goma, aux artisans, aux commerçants, aux responsables des écoles, au maire de la ville, au Barza intercommunautaire, pour exprimer leurs expériences, craintes et espoirs individuels et collectifs face à un avenir incertain. Nous nous sommes adressés aux coopératives d'épargne et de crédit pour bénéficier de leurs expériences et perspectives d'avenir.

Nous avons également interviewé des volcanologues locaux pour faire connaître leurs avis. Enfin nous avons interviewé des représentants de l'Office chargé de la Coordination des Affaires Humanitaires aux Nations Unies, OCHA, avec lesquels nous avons cheminé souvent de façon contradictoire lors de la catastrophe et après, pour amorcer avec eux un dialogue sur la coopération entre locaux et internationaux.

De nombreuses missions d'évaluation des organismes internationaux et des ONG internationales sont passées à Goma après la catastrophe et, pour la plupart, les populations n'ont toujours pas vu des résultats visibles et tangibles.

Les problèmes restent multiples, sur environ 500.000 habitants, la ville de Goma compte seulement environ 5.000 salariés qui ne sont d'ailleurs pas toujours payés, une dizaine de milliers de personnes sont touchées par des activités de micro-crédit. Mais qu'en est-il de tous les autres? Le miracle de Goma est que tous ces gens survivent grâce aux liens de solidarité traditionnels et actuels. La crise prolongée, la guerre, l'insécurité ne sont pas finies en dépit d'une pléthore d'accords diplomatiques. Les richesses naturelles congolaises continuent d'être essentiellement un fléau et non la solution aux problèmes des populations. Tous nos interlocuteurs sont unanimes à dire que c'est par le travail, l'ingéniosité et la solidarité des Gomatraciens et des Kivutiens que cette région va se tirer d'affaire. Il suffit d'un peu de sécurité, d'un petit coup de pouce... et surtout d'une vraie volonté d'aller vers la bonne gouvernance.

*Léopold Rutinirwa  
Onesphore Sematumba  
Mikolo Sofia  
Aloys Tegera  
Christiane Kayser*

*Goma, août 2002*

## 2. QUELQUES JOURS APRÈS LA CATASTROPHE, LES SINISTRÉS S'EXPRIMENT À CHAUD : DÉSARROI ET ATTENTES

### 2.1 Interview avec John Mutumayi, préfet de l'institut Heri de Byahi

*John Mutumayi est préfet (directeur) de l'institut Heri, entièrement recouvert par la lave du NYIRAGONGO. Le cône qui a craché vers le centre de Goma est à quelques dizaines de mètres de la concession familiale. Une des branches de la coulée s'est arrêtée contre le mur d'enceinte de la maison de ses parents, voisine de la sienne. Le jour où il nous a livré cet entretien en français, il supervisait le blader d'eau que IRC avait placé à BYAHI pour les sinistrés locaux. Son école est en train d'être reconstruite au-delà du cimetière KANYAMUHANGA, grâce à l'appui de l'ONG norvégienne NRC.*

**Question (Q) :** Monsieur Mutumayi, je vous trouve ici à côté de ce blader en train d'aider à la distribution d'eau à vos frères sinistrés. Selon vous, quels sont les besoins actuels des populations par ordre de priorité ?

**Mutumayi (M) :** La question est bonne, étant donné que les humanitaires distribuent n'importe quoi, sans se soucier des attentes réelles des populations. La première priorité, c'est l'eau. Et l'eau, nous en avons, grâce à l'IRC qui sera aujourd'hui relayé par l'OXFAM. Au départ, on nous servait l'eau du Rwanda, actuellement, on nous livre l'eau salée du lac (Kivu). En deuxième lieu, il nous faut des vivres, les vivres seraient vraiment les bienvenus. Actuellement on distribue essentiellement de la semoule au lieu de nous donner des haricots, qui sont plus consistants et plus adaptés à nos habitudes alimentaires. On nous donne certes des haricots et un peu d'huile mais les quantités sont vraiment insignifiantes. Par exemple, pour 10 familles, on donne 5 petits sacs de 50 kilos de farine de semoule, 2 boîtes d'huile, 2 savons chacun, et cela pour plusieurs jours. La dernière distribution, ici, a eu lieu voici plus de 5 jours. C'est comme si les humanitaires nous souhaitaient la mort... Et puis, je crois qu'ils font des affaires à travers cette aide. Aujourd'hui ils débarquent, ils font un semblant d'évaluation des besoins des populations et demain ils reviennent avec n'importe quoi et en très petite quantité. Mais dans les rapports qu'ils élaborent, ils disent qu'ils ont servi la population. Et comme il n'y a pas de planification ni de suivi, on voit des gens qui font le tour des sites pour se faire servir sur différentes listes : le matin, quelqu'un est sinistré à Munigi, l'après-midi, il est à la paroisse du Saint Esprit, le lendemain, il est à l'ULPGL...c'est vraiment un comble !

**Q.** Si je vous comprends bien, l'aide n'est pas suffisante, ensuite, elle n'est pas adaptée, enfin elle est mal distribuée. Mais cette aide, c'est pour la survie à court terme pendant cette période d'extrême urgence. Je voudrais vous demander comment vous envisagez le moyen terme ici à BUKUMU et dans la ville de Goma. Je m'adresse à vous en vos qualités d'habitant de cette région, de personnalité du monde éducatif et de géographe. Nos enfants, où seront-ils, ici ou ailleurs ? Qu'est-ce que vous en pensez ?

**M.** La question est très importante. D'abord parce que l'aide, c'est gênant. Il est très triste de voir des gens qui avaient des biens propres s'aligner tous les jours pour recevoir des haricots et de la farine, comme de petits oiseaux. Et puis il y a l'adage qui dit que si tu me donnes un poisson, je mangerai un jour, mais si tu m'apprends à pêcher, je n'aurai plus faim: c'est très important. L'aide, c'est vrai, elle est urgente en cette période de calamité, mais elle va durer jusqu'à quand ? Comme vous pouvez l'observer, cette région est à vocation agricole, avec un sol très fertile, le sol volcanique. Ce qui signifie que l'affaire du volcan ne date pas d'aujourd'hui...Mais une grande partie de ces terres vient de brûler, où la population va-t-elle refaire sa vie ?

Parce qu'elle ne vivait que de l'agriculture. De toute la chefferie du BUKUMU, il ne nous reste que deux groupements, KIBUMBA et RUSAYU. Le groupement de KIBUMBA est très fertile mais très peuplé, il compte plus de 7000 habitants, quant à RUSAYU, il est en grande partie recouvert par le parc (*Parc national des Virunga*). Il faut peut-être que la population change de mode de vie, qu'elle cesse de privilégier l'agriculture pour s'adonner aux activités commerciales, par exemple. Comme les Japonais. Vous-même, vous voyez l'épaisseur des laves, ça fait plus de 5 mètres, qui va déblayer tout ça, et avec quels moyens ?

**Q.** Mais les autorités de la place parlent de déplacer les populations, à commencer par les sinistrés, pour les loger du côté de MUGUNGA...

**M.** Est-ce que c'est une solution ? Si l'on nous emmène à MUGUNGA, au LAC VERT ou à KESHERO, est-ce qu'on va continuer à nous nourrir comme on le fait ? Je pense que dans un premier temps, il faut nous assister sur place, et si nous devons être déplacés, qu'on nous choisisse un milieu où nous serons capables de nous prendre en charge.

**Q.** Parlons justement d'un éventuel déplacement des populations ; est-ce qu'on peut envisager de déplacer tous les habitants de Goma et de BUKUMU qui sont dans la zone volcanique ? Ou bien faut-il rester à côté de ces mauvais voisins que sont les volcans ?

**M.** A mon avis, il n'y a plus d'espoir à Goma ; c'est comme si, après chaque décennie ou après une trentaine d'années, il faut tout recommencer. Même les investisseurs ne peuvent pas mettre en jeu leurs investissements tout le temps. Le Congo est vaste : 3 460 000 km<sup>2</sup>, c'est trop ! Et les climats de ce pays sont calqués. Par exemple, ici dans la région de Goma, nous avons un climat d'altitude, à Masisi et au nord de Rutshuru, on retrouve le même climat d'altitude. Une ville, ça prend naissance ; voici le cycle de naissance d'une ville : au départ, c'est un village ; avec l'accroissement de la population et la diversification des activités, le village va évoluer vers la cité et la ville. Pour ce qui est de Goma, le processus doit être plus rapide, on passerait d'une ville à une autre. Il suffit de préparer un terrain et d'adopter des stratégies qui donnent des assurances de vie (eau, terres...) à la population. A ces conditions, les populations seraient prêtes à se déplacer.

**Q.** Selon vous, qu'est-ce qui empêche la réalisation de ces conditions pour le déplacement des populations ?

**M.** En vérité, c'est la volonté politique qui nous manque, c'est le leadership qui nous manque. Avec une philosophie politique « constructive », véritablement nationaliste, même ce gros processus de déplacement des populations est possible ; le Congo a suffisamment de ressources pour le faire.

**Q.** Un dernier mot, monsieur le préfet ?

**M.** Juste un message aux autorités et aux humanitaires : il faut consulter les populations quant à leur destin ; on ne peut pas travailler pour le peuple sans le peuple.

*Onesphore Sematumba*

*Byahi, jeudi 1 février 2002.*

## 2.2 Rencontre avec les sinistres de Buyengwe

*Janga est une petite localité au pied du volcan Nyiragongo. La coulée partie du cône principal s'est arrêtée à moins de deux kilomètres au nord de ce modeste village, mais a complètement enseveli quelques villages voisins, comme Buyengwe, situé un kilomètre plus à l'ouest et où les paysans de Janga avaient leurs champs. Nous avons rencontré quelques sinistrés hébergés par leurs proches, ainsi que le notable de ce village. La solidarité a certes fonctionné lors de la catastrophe, mais les problèmes sont énormes...*

**Intervenant 1 (Int1) :** Je m'appelle SINAMENYE, j'habitais BUYENGWE-BUSHAGARA, avant de m'installer ici à JANGA.

**Q.** Quel préjudice t'a causé la coulée de lave du 17 janvier et quels sont tes souhaits ?

**Int1.** Ma maison ainsi que mes champs ont été engloutis par la coulée. Je bénéficie d'une modeste assistance en vivres mais je n'ai pas d'équipement domestique. Je n'ai pas d'abri, je n'ai même pas de bâcher.

**Intervenant 2 (Int2) :** Moi, c'est BIZIMUNGU NKUNDABANYANGA. Je résidais également à BUYENGWE avant le 17 janvier.

**Q.** Tu as aussi perdu ta maison ?

**Int2.** Bien sûr, parce que tout le village a été enseveli.

**Q.** Et maintenant, où habites-tu ?

**Int2.** Nous sommes logés dans l'école primaire de KANYARUCINYA.

**Q.** A combien êtes-vous au sein de cette école ?

**Int2.** Nous sommes 116 personnes, femmes, hommes et enfants confondus.

**Q.** Quels types de problèmes rencontrez-vous au sein de cette école ?

**Int2.** Le principal problème que nous avons rencontré dès notre installation dans l'école est que les voyous du village lancent des pierres sur le toit à la tombée de la nuit, avant notre repas du soir. Nous ne nous expliquons vraiment pas la raison de pareils agissements.

**Q.** Quel est ton souhait ?

**Int2.** Mon souhait... Mon souhait est que vous soyez nos interprètes afin qu'on nous distribue rapidement des bâches pour que chacun échafaude son petit « blindé. » (abri provisoire en bâche pour déplacé, le mot a été mis en vogue par les réfugiés rwandais en 1994) Que chacun souffre, mais dans son blindé.

**Intervenant 3 (Int3).** Moi, je m'appelle RUHINDURA RUHIMBIRA. J'habitais KABAYA-BUKUMU.

**Q.** Tu es aussi sinistré ?

**Int3.** Oui, j'ai aussi tout perdu avec le volcan. Mais mis à part le sinistre matériel, je viens de perdre mon fils le 8 février 02. Mon fils, KWISI, 17 ans, est mort asphyxié par l'émanation

des gaz consécutive à la pluie du 8 février. La difficulté majeure est la cohabitation avec ceux qui nous hébergent. Ils nous envient la petite aide dont nous bénéficions et à laquelle ils n'accèdent pas. Je demande qu'on nous donne des houes, des machettes et des semences pour que nous cultivions au lieu de continuer à attendre l'aide.

**Intervenant 4 (Int4).** Je réponds au nom de RIBAKARE MAKONI. Je suis le chef de cette localité de JANGA.

**Q.** Pouvez-vous, en tant que chef, nous parler de la vie dans votre entité après le sinistre du 17 janvier ?

**Int4.** Ici, nous habitons sur la lave depuis 1977. Mais il n'y avait pas de problème tant que nous avons nos champs du côté de BUSHAGARA. Maintenant, tous ces champs ont brûlé, nous ne savons où cultiver !

**Q.** Ainsi donc la principale difficulté est le manque de terrains arables ?

**Int4.** Absolument. Mais à part cela, nous avons encore le problème d'héberger tous les sinistrés de BUSHAGARA- BUYENGWE. Nous avons ainsi 4 ou 5 familles dans une même hutte.

**Q.** Est-ce que vous parvenez à les nourrir ?

**Int4.** Justement non, nous n'avons pas assez de nourriture pour tout le monde.

**Q.** Maintenant, vous, comme chef, que demandez-vous ?

**Int4.** Moi, je demande d'abord que tout le monde, sinistrés et hôtes des sinistrés, bénéficie de l'assistance alimentaire. Depuis le début des distributions, ceux qui ont accueilli les sinistrés n'ont rien reçu ; c'est injuste.

**Q.** Parlons maintenant de la solution que préconise l'autorité politique, à savoir le déplacement de la population de GOMA et de ses environs vers MUGUNGA ou LAC VERT. Qu'en pensez-vous ?

**Int4.** Avant de répondre à ça, il me faut une concertation avec mes administrés. Moi, individuellement, je ne peux pas engager toute une population ; c'est à elle de se prononcer sur ce qu'elle veut.

**Intervenant (Int5).** Le chef a tout à fait raison. A supposer que vous me demandiez à moi, de me rendre à MUGUNGA ; si je refuse, est-ce que vous pouvez me mettre la corde au cou ? Moi, je suis rescapé, je ne suis pas réfugié pour qu'on m'emmène dans un camp. Ici, je peux bénéficier de l'hospitalité de ce vieux (le chef) par exemple. Qu'on nous donne des bâches, nous allons nous débrouiller.

**Q.** Je m'adresse de nouveau au chef, qui est notre grand-père à tous. Grand-père, depuis que vous avez l'âge de raison, à combien d'éruptions du Nyiragongo avez-vous assisté ?

**Intervenant 4.** J'ai assisté à plusieurs éruptions de ce volcan. J'espérais que la coulée de 1977 serait ma dernière. Maintenant, voilà que s'ajoute cette coulée de 2002. Il y a eu bien des coulées qui n'arrivaient pas jusqu'ici. Elles prenaient la direction de RUSAYU, SHOVE, jusqu'à MUBAMBIRO, voire SAKE. Il y a eu trois coulées comme ça. Au total, j'ai connu cinq éruptions du Nyiragongo, la cinquième étant celle-ci.

**Q.** Et de toutes ces coulées, laquelle a été la plus dévastatrice pour les populations ?

**Int4.** C'est sans aucun doute les deux dernières, celles de 1977 et 2002. Mais celle-ci de 2002 a dépassé les limites. Vous avez constaté vous-même qu'elle a été jusqu'à GOMA, aujourd'hui dévasté. Ses secousses ont été ressenties jusqu'à BUKAVU.

**Q.** Quel souhait pouvez-vous formuler à la fin ?

**Int4.** En 1977, sous le règne de feu le président MOBUTU, nous avons connu un sinistre volcanique. L'assistance a été très rapide. On a distribué aux sinistrés tous les effets de la maison : haches, houes, machettes, assiettes, casseroles...L'autorité politique a même donné de l'argent aux sinistrés. Aujourd'hui, qu'on fasse de même ou un peu plus si possible.

*Onesphore Sematumba*

*Buyengwe, février 02*

### 2.3 Interview avec les sinistrés de Janga, Collectivité de Bukumu

*La collectivité-chefferie de Bukumu a été très éprouvée par la coulée du 17 janvier 02. Un bon nombre de ses villages ont été consumé par la lave, de même que les champs et les plantations des paysans qui n'avaient pas d'autre ressource que l'agriculture pour survivre. C'est un groupe de ces paysans désespérés que nous avons rencontrés dans une petite cabane suintant la misère, celle de leur hôte. L'entretien s'est déroulé en swahili et en kinyarwanda ; nous vous en livrons la traduction française.*

**Question (Q) :** Pouvez-vous me dire comment vous avez vécu la journée du 17 janvier 02 ?

**Intervenant 1 (Int1) :** J'étais à Goma, le 17 janvier 02. Quand j'ai appris que le volcan était en éruption, j'ai essayé de remonter vers chez moi, très vite. Arrivé à MINYONI, j'ai réalisé la gravité du danger. Je suis redescendu vers Goma. Je ne me suis arrêté qu'au mont Goma ; c'est là, sur la montagne, que j'ai passé la nuit.

**Q.** A ce moment-là, où était votre famille ?

**Int1.** J'étais avec ma famille à Goma et au mont Goma. Le matin, les autorités nous ont chassés du mont Goma, en nous demandant de nous diriger vers SAKE ou MINOVA. C'était trop loin et nous avons eu peur de mourir de faim dans ces contrées lointaines. J'ai alors décidé de remonter vers ici chez nous.

**Q.** Par quelle voie ?

**Int1.** Nous avons côtoyé la lave, en passant par les bandes de terre épargnées par la coulée, du côté de BUSAMBARE. J'ai pu progresser jusqu'à la résidence du mwami à MONIGI. J'y suis resté quelque temps, avant d'avancer jusqu'à JANGA pour voir ce qu'étaient devenus les autres. Je me suis alors installé à Janga.

**Q.** Et ça va bien ?

**Int1.** On peut dire que ça va, mais les vivres sont insuffisants et il se pose un sérieux problème d'abris.

**Q.** Vous, personnellement, où habitez-vous ?

**Int1.** Nous sommes chez des frères. Chaque hutte abrite 4 ou 5 familles. Les autres sont dans des salles de classe.

**Q.** Quelle est la taille de votre famille ?

**Int1.** J'ai une femme et 7 enfants.

**Q.** Dans votre famille d'accueil, combien êtes-vous ?

**Int1.** Mon hôte a une femme et 4 enfants, faites le compte vous-même.

**Intervenant 2 (Int2).** Le 17 janvier, j'étais à la maison. Quand nous avons vu descendre la lave du volcan vers nos maisons, nous avons fui vers le sommet du mont MUGARA. Nous y avons passé 3 jours. Par la suite, nous avons occupé l'église ici en face, avant que le directeur ne nous ouvre les salles de classe. La cuisine se fait dehors ; quand il pleut, il n'y a rien à faire, on dort sans manger.

**Intervenant 3 (Int3).** Le 17, j'étais aux champs à KARUBAMBA. J'y étais avec un de mes fils ; nous étions allés voir notre champ de haricots. Ma femme était restée à la maison avec les autres enfants. En début de la matinée, nous avons entendu une très forte explosion. Les gens criaient : « Le volcan est en éruption ! Fuyez ! Fuyez ! » En levant la tête, j'ai vu une large rivière noire qui descendait du NYIRAGONGO à une vitesse terrifiante. J'ai couru avec mon fils, abandonnant ma machette au champ. Notre première idée était de rejoindre le village. Mais lorsque nous nous sommes rapprochés, la coulée nous y avait précédés. Je ne savais pas où se trouvait le reste de ma famille. Par la suite, on m'a appris qu'ils avaient rejoint le mont Goma. Nous, nous n'avions pas d'autre choix que de dormir dans les rares bananeraies épargnées. Nous n'avons rien sauvé de nos maisons. Après cette nuit dans la bananeraie, j'ai dit à mon fils : « Reste avec les autres ici, je vais chercher ta maman. » Arrivé au mont Goma, j'ai rencontré un de mes beaux-frères qui m'a dit : « Ne perds pas ton temps à chercher ta femme et tes enfants ici, ils ont pris la route de SAKE .» J'étais effondré, je me disais : « Seigneur, et si la coulée de l'ouest les avait engloutis ? » C'est seulement 4 jours plus tard que j'ai eu la confirmation que les miens étaient arrivés à SAKE.

**Q.** A part les biens engloutis, pouvez-vous nous citer des villages entièrement engloutis par la lave ?

**Int3.** Oui, on peut citer les villages de BUYENGWE , KARAHARAWE, BUYAKA, et bien d'autres.

**Q.** Et où est toute cette population ?

**Int3.** Ils sont éparpillés dans les milieux environnants.

**Q.** Parlez-nous maintenant de l'assistance dont vous bénéficiez.

**Int1.** L'assistance humanitaire n'est pas bien coordonnée. On ne différencie vraiment pas les niveaux du sinistre ; souvent l'aide n'atteint pas les vrais sinistrés. Par exemple, on donne des bâches à ceux dont les maisons n'ont pas brûlé alors que les autres, les vrais sinistrés, couchent dehors. Et ces faux sinistrés revendent ces bâches au marché.

**Int2.** C'est bien qu'on assiste tout le monde, parce que le sinistre, ce n'est pas seulement la maison brûlée. Il y a des familles qui ont des maisons mais dont les plantations de haricots et de bananiers ont brûlé. Il faut aider tout le monde, mais en pensant prioritairement à ceux qui couchent dehors en leur distribuant des bâches.

**Q.** Que pensez-vous de l'idée de l'autorité qui préconise le déplacement de la population vers SAKE et MUGUNGA ?

**Int3.** Moi, je ne peux pas mentir. Cette idée de nous déplacer n'est ni dans notre cœur ni dans notre intelligence.

**Q.** Mais, pourquoi refusez-vous d'être déplacés alors que le volcan, à quelques mètres d'ici, continue à fumer ?

**Int4.** Premièrement, si nous allons là-bas, nous n'aurons pas une patate. Là-bas, personne ne va nous assister.

**Int5.** Concernant cette idée de nous déplacer, nous ne pouvons pas être d'accord. Il y a des endroits épargnés par la lave, où habitent nos frères. Si nous autres, les sinistrés, acceptons ce déplacement, nous serons séparés des nôtres. On ne peut pas accepter d'être divisés !

**Q.** Mais, pour l'autorité, il est question de déplacer tout le monde, pour éloigner les populations du danger du volcan !

**Int3** Ah, non ! Nous avons appris qu'il y a des spécialistes qui surveillent le volcan. A notre avis, nous devons rester sur place, ici. Quand le volcan sera près de se fâcher, ces spécialistes nous le diront pour que nous nous mettions à l'écart. Mais nous demander de fuir notre volcan, c'est impossible.

*Propos*

*recueillis et traduits par :*

*Onesphore Sematumba*

*Janga , février 02*

### 3. SIX MOIS PLUS TARD, GOMA REVIT DE SES CENDRES, MAIS LES DIFFICULTÉS SONT À LA MESURE DE LA CATASTROPHE

#### 3.1 Le point de vue des opérateurs du secteur économique

##### 3.1.1 Interview avec le gérant de la COOPEC Imara de Goma

*Mardi, 2 juillet 2002. Le gérant de la COOPEC-IMARA de Goma, M. Jérémie Ndoole, reçoit l'équipe Pole dans son modeste bureau. Après une courte prière, il nous présente cette institution financière qu'il gère depuis deux ans. La COOPEC-IMARA de Goma a tout perdu lors de l'éruption du 17 janvier, mais son gérant garde un moral de fer : selon ses prévisions, cette coopérative d'épargne et de crédit retrouvera dans moins de deux ans sa situation d'avant la catastrophe. Pari fort risqué, quand on sait l'impact et le rayonnement socio-économique que cette « banque du peuple » avait sur la ville de Goma et sa périphérie. Créée en 1980 par et pour des gagne-petit, grâce à l'initiative de M. Alexandre Mayogi, actuel président de la société civile du Nord Kivu, la COOPEC-IMARA comptait, au 16 janvier 2002, 1861 membres qui entretenaient leurs comptes en devises (c'est-à-dire en dollars américains), contre moins de 100 qui entretenaient les leurs en monnaie nationale (le franc congolais). La coulée de lave du 17 janvier a brûlé plus d'un demi-million de dollars logés dans le coffre-fort de la coopérative...*

**Question (Q) :** A quelles catégories des populations appartiennent les membres de la coopérative d'épargne et de crédit –COOPEC- IMARA ?

**Intervenant 1 (Int1):** Parmi les membres de la coopérative on trouve des commerçants, des salariés et des associations. Par associations, il faut entendre les écoles primaires et secondaires et les universités, les églises et même les ONGs locales qui logent leurs avoirs chez nous.

**Q.** Parlez-nous maintenant de la catastrophe du 17 janvier et de ses retombées sur la COOPEC.

**Int1.** Notre immeuble a brûlé avec tout ce qu'il contenait. Nous avons perdu 448.000 USD et 423.000 FC, soit plus de 500.000 USD. J'ai même été jeté en prison pendant 19 jours pour raison d'enquête, peut-être même me soupçonnait-on d'avoir vidé le coffre. Heureusement, la lave n'avait pas atteint la trésorerie, on a donc pu retrouver les briques de billets de banque, mais dès qu'on les touchait, ils fondaient en poussière. C'est la chaleur de la lave qui les avait détruites.

**Q.** Après votre séjour en prison, est-ce que les membres vous font encore confiance ? Comment avez-vous fait pour redémarrer?

**Int1.** Les membres ne pouvaient que me réitérer leur confiance, vu que mon innocence était clairement établie par les faits. Nous avons pu reprendre à partir du 26 février 2002. A ce jour, les épargnes se chiffrent à 100 000 USD. Alors que tous nos membres ne nous sont pas encore revenus. Certains d'entre eux, traumatisés par la perte de leurs biens et de leurs épargnes sont aujourd'hui internés au Centre de santé mentale.

**Q.** Ainsi, les membres peuvent encore déposer à la COOPEC et solliciter des crédits ?

**Int1.** Oui pour le dépôt des fonds, quant aux crédits, nous ne les octroyons pas encore étant donné que nous sommes en train de mettre en place une nouvelle politique de crédit en rapport avec la situation post- catastrophe.

**Q.** Avec votre ancienne politique de crédit, quels étaient vos principaux domaines d'intervention ?

**Int1.** Nous intervenions dans l'habitat, le commerce, l'agri-élevage, et l'assistance sociale c'est-à-dire le mariage, les soins médicaux, les décès, la scolarité, etc. Pour chaque domaine, il y avait un plafond au-delà duquel la COOPEC ne pouvait pas aller. Ce plafond s'établissait à 1000 USD pour le crédit habitat, 3000 USD pour le crédit commerce, 1500 USD pour l'agri-élevage, etc.

**Q.** Monsieur le gérant, quel est le secret de l'efficacité de la COOPEC alors que dans notre pays nous assistons au marasme des entreprises financières telles que les banques depuis maintenant plusieurs années ?

**Int1.** Le secret de notre COOPEC tient à trois éléments : la serviabilité des agents, la disponibilité des fonds et la confiance. Quant aux grosses entreprises telles que les banques, elles se prennent trop au sérieux et souffrent de leur lenteur bureaucratique. Il est relativement facile d'y déposer de l'argent, mais au moment où l'on veut le retirer pour une urgence, c'est tout un problème. Alors qu'il m'arrive de venir servir un client même le dimanche, s'il doit prendre l'avion le même jour pour Dubaï par exemple. Les services d'État empruntent de l'argent qu'ils ne remboursent pas, si bien qu'un épargnant qui a déposé de l'argent frais peut tout simplement ne pas trouver la liquidité quand il en a besoin. Mais aujourd'hui nous faisons face à un sérieux problème. Au 16 janvier 02, c'est-à-dire la veille de la catastrophe, la somme des crédits accordés à nos membres se chiffrait à 115.000 USD. Or ils sont sinistrés à plus de 50 %. Depuis la reprise de nos activités, seulement 11.000 USD ont été remboursés. Nous envisageons de recourir à la justice pour recouvrir une bonne partie de ces 104 000 USD en souffrance. Mais vu la situation des ménages j'estime qu'on ne pourra recouvrer qu'un maximum de 30% de ce montant.

**Q.** La plupart de vos membres ont perdu beaucoup avec l'éruption du 17 janvier. Quelles stratégies envisagez-vous pour les relancer ?

**Int1.** Nous sommes en train d'étudier comment relancer nos membres sinistrés par l'octroi des micro-crédits.

**Q.** Comment gérez-vous l'aspect sécuritaire, maintenant que toute la ville est au courant que la COOPEC brasse des sommes importantes d'argent liquide ? Il n'est plus un secret pour personne que le Nyiragongo a brûlé un demi- million de dollars chez vous...

**Int1.** C'est vrai, il y a ce problème de sécurité. Pour y faire face, je négocie avec le conseil d'administration en vue de l'ouverture d'un compte dans une banque, mais pas dans ce pays où le système bancaire est par terre.

**Q.** En votre qualité de gérant, on pourrait vous reprocher de n'avoir rien tenté pour sauver les épargnes de vos clients...

**Int1.** La radio officielle nous répétait que la situation était sous contrôle, jusqu'au soir elle invitait les habitants des quartiers situés au nord de la ville de quitter le sud pour rejoindre leurs habitations...C'est la RTNC qui nous a fait perdre les épargnes de nos membres. En plus je n'avais aucun moyen de communiquer avec la trésorière et il me fallait un mandat spécial du Conseil d'administration pour délocaliser les fonds.

**Q.** Parlons maintenant de l'avenir de Goma ; comment l'envisagez-vous ?

**Int1.** Si la COOPEC trouvait des moyens financiers, elle contribuerait à la reconstruction des économies et même de l'habitat dans cette ville. Sinon l'avenir est compromis.

**Q.** La plupart des habitants de Goma se sont réinstallés sur le même site ou un peu plus loin, la COOPEC a fait de même. Quelles précautions avez-vous prises pour ne plus être « surpris » par le volcan ?

**Int1.** Nous devons hâter le processus d'ouverture d'un compte à la Banque Commerciale du Rwanda afin que les comptes de nos clients soient couverts par une assurance.

**Q.** Ce qui fait vivre Goma, c'est surtout l'économie informelle ; est-ce que la COOPEC intervient aussi dans ce secteur ?



**Int1.** Oui, à travers l'appui au petit commerce. Aujourd'hui ce qu'il nous faudrait, ce sont des fonds pour lancer des micro-crédits pour le petit commerce en vue de revigorer les économies des ménages.

**Q.** A supposer que l'on vous trouve un fonds de roulement pour les crédits rotatifs de 100 mille dollars par exemple. Auriez-vous la capacité et l'expérience nécessaires pour servir les bénéficiaires et assurer le remboursement de cet argent ?

**Int1.** Tout à fait. A supposer que vous nous prêtiez les 10 000 USD pour 5 ans. En octroyant des crédits avec un intérêt de 4%, après une année, nous aurons gagné 48 000 USD qui serviraient au remboursement des épargnés calcinées par la lave et au fonctionnement de la COOPEC. Je vous assure que cet argent serait géré de façon responsable, avec des

contraintes pour éviter de tomber dans le piège de l'insolvabilité des membres bénéficiaires. Cela suppose d'abord la formation du bénéficiaire qui doit se mettre bien en tête que l'argent qu'il reçoit appartient à d'autres et ensuite le suivi pour que le crédit serve véritablement à ce pour quoi il a été demandé.

**Q.** La COOPEC pourrait-elle servir de relais entre un bailleur potentiel et des paysans, pour donner à ces derniers une culture des institutions financières, dans le cadre d'un projet micro-crédits par exemple ?

**Int1.** Oui, si l'on procède par le regroupement des bénéficiaires. Le groupe solidaire ainsi constitué serait responsable face à la COOPEC dont il serait membre au lieu de continuer à attendre l'assistance d'une ONG qui le prendrait en otage.

**Q.** Est-ce que Goma existera encore demain ou est-ce que nous nous faisons des illusions ?

**Int1.** A mon avis il nous faut vivre avec le volcan.

**Q.** Et pour vous, en tant que gestionnaire, c'est quoi vivre avec le volcan ?

**Int1.** Pour moi, concrètement, c'est assurer les épargnes des membres.

**Q.** Votre mot de la fin ?

**Int1.** C'est une préoccupation : le personnel ici n'est plus payé depuis 6 mois. Mettez-vous à la place de ces agents qui manipulent l'argent toute la journée mais qui ne reçoivent rien à la fin du mois, ce n'est pas facile à gérer. Les salaires étaient générés par les intérêts des crédits, maintenant que les crédits sont en veilleuse, il n'y a absolument rien. Nous manquons également de fournitures de bureau. Si l'on pouvait avoir 3000 USD, on équiperait le bureau, avec 1000 autres dollars, on pourrait apaiser les agents.

*Aloys Tegera  
Léopold Rutinigerwa  
Onesphore Sematumba*

*Goma, 02 juillet 2002*

### 3.1.2 Entretien avec Gilbert Katsuva, commerçant de Goma

*Monsieur Katsuva Gilbert, mieux connu à Goma sous le nom de TOUT EN EST, a repris ses activités commerciales sur un îlot de terre miraculé de la coulée de lave. C'est là, au milieu d'un océan de lave fraîchement solidifiée et entouré de nuages de poussière soulevés par le trafic motorisé, qu'il a reçu le manager de Pole.*

**Aloys (A):** M. Gilbert vous êtes un des commerçants bien connus dans cette ville, depuis quand vous êtes-vous installé à Goma ?

**Gilbert (G):** Je suis arrivé ici à Goma en 1961. En 1963, alors que j'étais encore étudiant, j'ai commencé le petit commerce au marché avec une farde de cigarettes et des allumettes, vraiment un petit capital et un stock très modeste. En 1967 quand j'ai arrêté l'école, j'avais déjà une petite boutique. Entre 1968 et 1969 j'ai pu avoir mon premier grand magasin et mon premier camion de transport. Plus tard je me suis même investi dans le transport urbain ici à Goma avec des mini-bus connus à cette époque sous le nom de « Kivu Transport ».

**A.** Je me rappelle qu'il y avait aussi une autre compagnie de transport..

**G.** Oui. J'étais le premier à me lancer dans le transport urbain. D'autres ont repris l'idée, notamment KATWA KALENDA. Cependant, il était difficile pour moi de continuer dans le transport urbain puisqu'il fallait de gros bus pouvant transporter plusieurs personnes à la fois et surtout il fallait un système de contrôle rigoureux pour que ce commerce soit rentable.

**A.** Votre montée dans le commerce semble être une montée fulgurante.

**G.** A partir d'un petit capital j'ai vite monté mon commerce. Dans la suite, j'ai eu un prêt bancaire qui m'a permis d'aller plus vite. Malheureusement le système bancaire est tombé en faillite et le désordre politique aidant, nous avons été plusieurs fois pillés. Et depuis les dix dernières années, avec les troubles et les guerres, il est devenu plus difficile pour nous les commerçants de travailler.

**A.** Quand les banques se sont effondrées, comment avez-vous pu évoluer dans le commerce ?

**G.** C'était uniquement par les relations dont nous jouissons entre nous commerçants que nous avons pu avancer à petits pas. Cependant, depuis les pillages quasi organisés de l'armée de Mobutu, l'afflux massif des réfugiés rwandais en 1994 et les guerres successives qui continuent encore jusqu'aujourd'hui il est devenu difficile de travailler.

**A.** Avant les réfugiés rwandais de 1994, il y avait le problème de la dévaluation de la monnaie qui était un casse-tête pour les commerçants, comment avez-vous pu vous débrouiller dans tout cela ?

**G.** La dévaluation de la monnaie nationale nous a sérieusement frappé. Il fallait réajuster nos prix continuellement pour ne pas tomber en faillite et dans la suite nous avons appris à jongler avec les devises étrangères et notamment le dollar comme monnaie de référence pour ajuster nos prix dans une conjoncture économique très changeante.

**A.** D'après vous depuis quand le dollar s'est imposé comme monnaie d'échange ici à Goma ?

**G.** Je crois que cela a commencé vers les années 1980.

**A.** Vous aviez un projet de fabriquer la confiture que s'est-il passé ?

**G.** Nous fabriquons la confiture et le jus des fruits. J'étais parvenu à vendre mes produits jusqu'à Kinshasa. Avec la guerre du Rwanda, nous avons commencé à avoir de grosses difficultés car les fruits que nous utilisions étaient pour la plupart achetés au Rwanda. J'ai déplacé mon matériel à Lubero, une autre région qui produit beaucoup de fruits. Maintenant, compte tenu des difficultés liées aux guerres successives, nous avons stoppé la fabrication.

**A.** La situation sécuritaire est-elle si grave à Lubero pour que vous soyez obligé de fermer votre usine ?

**G.** Les zones autour de Lubero sont occupés par les mayi-mayi. Il est délicat de circuler avec l'argent pour nous ravitailler en fruits. Il y a toujours le risque de se faire tout ravir. J'y avais aussi du matériel reçu de la Belgique pour monter une unité de production du lait pasteurisé, du yaourt et autres produits animaux mais j'ai tout arrêté. J'attends le jour où les conditions sécuritaires seront réunies pour reprendre. Ce pays a besoin de la paix et d'un appui conséquent pour relancer les activités économiques afin de remettre au travail tous ces jeunes enrôlés dans les diverses milices. C'est la garantie pour une paix durable.



**A.** Revenons à la ville de Goma. A part les magasins, quelles sont les autres activités commerciales que vous faisiez ?

**G.** Nous avons commencé une usine d'emballage pour les produits laitiers mais aussi d'autres produits comme le miel. Nous faisons la collecte de miel dans certaines régions du Sud-Kivu comme à Kabare et à Mwenga, mais aussi dans le Nord-Kivu à Masisi et à Lubero et maintenant tout est brûlé par la lave du 17 janvier 2002. Je recommence à zéro sur ce petit coin sauvé miraculeusement à côté du rond point Segners.

**A.** Revenons à l'éruption du 17 janvier. Comment l'avez-vous vécue ?

**G.** Lors de la dernière éruption de 1977, mes enfants étaient encore petits. Quand j'ai appris qu'il y a eu encore une éruption le matin du 17 janvier, j'ai pris mes enfants et nous sommes allés voir la coulée de lave à Munigi. La lave s'est arrêtée et pour moi je me disais que comme en 1977, Goma est épargné. Dans la soirée, quand il y a eu une seconde éruption, j'ai fui avec ma famille au Rwanda. Je n'ai rien emporté avec moi car je croyais que la ville de Goma ne serait pas touchée. J'ai d'abord amené ma famille à l'orphelinat de Nyundo et ensuite je l'ai conduite à Kigali où mes amis m'ont hébergé. C'est au Rwanda que j'ai appris au téléphone que tous mes biens ont brûlé. J'ai beaucoup prié pour que Dieu me donne la force de supporter le coup dur. Je me suis dit, Dieu m'avait beaucoup donné et il a tout repris. S'il me donne encore la santé je vais recommencer tout doucement.

**A.** Vous étiez réfugié au Rwanda, et puis vous êtes revenu recommencer. Quand avez-vous eu l'idée de dire « maintenant je recommence mes affaires » ?

**G.** Le soir même de l'éruption, je me suis dit que je vais recommencer à travailler à partir de ce qui me reste. Je ne veux pas fuir Goma. Goma c'est comme ma maison, je ne veux pas l'abandonner pour aller plus loin.

**A.** A supposer que la sécurité soit rétablie à Lubero où vous avez quelques projets, souhaiteriez-vous vous installer à Lubero, loin du volcan ?

**G.** Non pas vraiment. J'ai des projets à Lubero mais je compte les superviser à partir de Goma puisque Goma, c'est mon fief, j'ai grandi à Goma, j'ai fait tout à Goma, je ne peux pas aller à ailleurs.

**A.** Qu'est-ce que vous aimez dans Goma, une ville qui finalement peut être brûlée en une nuit avec tout ce que nous y avons investi ?

**G.** A Goma, j'ai comme le sentiment que les gens se comprennent mieux. Aussi Goma est un carrefour, un lieu où il fait bon vivre. Goma n'est pas un ghetto ethnique comme certains coins de l'intérieur du pays, il y a beaucoup de gens qui viennent de différentes origines. Les relations humaines sont importantes ici à Goma. C'est la raison pour laquelle les différentes ethnies parviennent à vivre ensemble et se soutiennent dans les difficultés. Le virus de la haine vient des politiciens qui l'implantent dans les cœurs des gens. Sinon laissés à eux – mêmes, les gens de Goma n'ont pas de problème entre eux. C'est une des raisons pour laquelle les gens veulent rester ici malgré le volcan.

**A.** Vous étiez habitué à avoir de grands magasins, de grands moyens, vous recommencez avec un tout petit magasin entouré de la lave, comment vivez-vous cela ?

**G.** C'est un coup dur pour moi, mais j'ai la confiance et l'espérance que j'y arriverai avec la force de Dieu. Avec les relations humaines que j'ai, avec la clientèle qui me fait confiance, je crois que je vais arriver à reconstruire mon commerce. Mais, comme d'autres commerçants, nous avons besoin d'un appui pour nous relancer.

**A.** Je vois votre petit commerce entouré par la lave. Et d'autres commerçants comme vous reconstruisent sur la lave. Pourquoi cela ?

**G.** Cela est un signe clair que nous n'irons pas nous établir ailleurs. Goma c'est chez nous et on se sent mieux chez soi.

**A.** Vous voulez dire que malgré la lave, vous êtes chez vous et vous vous sentez à l'aise dans cette lave qui vous entoure ?

**G.** Oui. C'est important pour moi de recommencer à travailler et de ne pas dépendre de quelqu'un d'autre.

**A.** 85% du commerce et des épargnes des ménages brûlés, ça fait beaucoup. C'est un coup terrible pour les habitants de Goma. Recommencer la vie à zéro n'est pas chose facile.

**G.** Nous avons la volonté de recommencer même si le début est difficile. Nous recommençons avec les moyens de bord que nous avons et espérons parvenir à quelque chose. Il y a un réseau de solidarité entre amis qui se met en place. Certains commerçants donnent à leurs amis sinistrés une partie de leur stock de marchandise. Ils vendent et gardent le profit sur la vente et refont ainsi tout doucement leur capital. Cependant il y a beaucoup d'autres qui ont tout perdu et qui n'ont pas de possibilité pour reprendre.

**A.** Ce réseau de solidarité est quand même rare et n'est possible traditionnellement qu'entre un père et un fils ou membres d'une même famille.

**G.** C'est pour cela que j'ai dit que Goma est extraordinaire, il y a une solidarité humaine entre les gens qui se connaissent.

**A.** Mais, cette solidarité est basée sur quoi ?

**G.** Elle est basée sur les liens d'amitiés qui ne sont pas nécessairement ethniques et surtout entre les gens pratiquant le même métier.

**A.** A part la solidarité entre amis, qu'est-ce qui peut aider les gens à redémarrer leur vie ?

**G.** Moi, je crois qu'il faut relancer l'agriculture et l'élevage dans les zones rurales autour de Goma pour ravitailler la ville. Ensuite il faut à tout prix injecter de l'argent frais dans certaines institutions financières telles les coopératives qui n'ont pas les capacités d'octroyer les crédits afin de relancer d'autres activités économiques.

**A.** Les bailleurs des fonds et d'autres qui pourraient investir à Goma hésitent à injecter l'argent dans une ville qui demain peut encore revivre la même catastrophe naturelle.

**G.** Moi, je crois qu'il faut pouvoir renforcer les gens qui ont commencé à travailler. Les gens sont revenus et vivent ici à Goma et veulent récupérer toutes leurs parcelles. Ceux qui donnent des prétextes que l'on ne peut pas vivre à Goma sont des gens qui vivent ailleurs, loin d'ici. Depuis que j'ai commencé ma petite alimentation, les gens viennent et sont contents de voir que la vie peut reprendre. Quant à la lave, peut-être qu'il y aura encore une prochaine éruption dans 50 ans ou mille ans. D'ici là on ne peut pas croiser les bras, il faut continuer à travailler.

**A.** Vous êtes le premier à rebâtir sur la lave, quelles sont les difficultés que vous rencontrez ?

**G.** La seule difficulté que j'ai c'est le manque de fonds pour redémarrer comme il faut. Sinon reconstruire sur la lave c'est facile car la lave refroidie constitue une bonne fondation. Il suffit de couler le béton dessus et élever les murs.

**A.** Combien de commerçants partagent votre enthousiasme de refaire encore le commerce ici à Goma ?

**G.** Presque tout le monde veut reprendre son commerce ici Goma. Il y a certains qui sont découragés mais une bonne partie aimerait refaire leur commerce ici même.

**A.** Où sera le centre de Goma finalement ? Est-ce que vous allez recommencer le commerce ici pour garder ce statut de centre ville ou bien le centre de Goma en tant que ville est entrain de bouger ailleurs ?

**G.** Non, moi je crois que le centre de la ville restera ici. Voyez-vous, les banques n'ont pas été détruites. Les maisons administratives telles le cadastre, le gouvernement, la mairie sont encore là. Et il y a un autre point important à considérer. La ville de Goma est frontalière avec la ville de Gisenyi au Rwanda. Il y a tout un commerce d'échange qui s'est développé entre les deux villes. S'installer à Mugunga, c'est vivre loin de la frontière.

**A.** Vous aimez Goma, c'est votre fief, c'est votre vie, c'est votre ville, qu'est-ce que vous aurez souhaité pour la ville Goma dans l'avenir?

**G.** Nous souhaiterions que Goma puisse ressusciter puisque c'est une ville que nous aimons beaucoup et que ça devienne une ville importante et économiquement forte.

**A.** Et s'il n'y a pas de fonds externes, quelles sont les chances pour que les gens de Goma eux-mêmes ressuscitent cette ville qu'ils aiment beaucoup ?

**G.** L'important c'est que les gens de Goma restent unis entre eux. L'union fait la force et unis ensemble nous serons en mesure de reconstruire cette ville très rapidement.

**A.** Je vous remercie monsieur Gilbert.

*Aloys Tegera*

*Goma, juillet, 2002*

### 3.1.3 Entretien avec les Partenaires de l'APIBA/Goma

*L'association d'appui aux initiatives de base (APIBA) est une organisation non-gouvernementale locale créée le 4 janvier 1989. Ses promoteurs, édifiés par l'exemple des associations des artisans de Kigali où ils étaient enseignants, ont entrepris de structurer le secteur informel qui fait vivre la majeure partie des ménages en République Démocratique du Congo en général et à Goma en particulier.*

*Les débuts n'ont pas été faciles, nous a confié Jerry SHUNGU, le coordinateur de l'APIBA. Dans le contexte politique chaotique en place sous Mobutu, les artisans étaient soumis à des tracasseries administratives et policières de toutes sortes : taxes illégales, confiscation de l'outillage, etc. Il a donc fallu organiser les artisans en corporations de métiers pour constituer des interlocuteurs solidaires face à la machine administrative.*

*Les principaux axes de travail de l'APIBA sont :*

- *L'appui (accompagnement des associations des artisans (par l'octroi des micro-crédits)*
- *La formation au syndicalisme et aux techniques (de gestion et de travail).*

*A partir du mois de janvier 2003, cette association va s'atteler à l'émergence d'un entrepreneuriat local pour permettre aux artisans de passer du secteur informel au statut de petits et moyens entrepreneurs du secteur formel. Avec, au passage, l'évolution du système des micro-crédits à celui des caisses d'épargne populaires, à l'instar des banques populaires du Rwanda.*

*Mais, toutes ces réalisations et même ces perspectives d'avenir ont subi et continuent à subir l'effet de l'éruption volcanique du Nyiragongo du 17 janvier 2002.*

*Près d'un semestre après la catastrophe, l'équipe Pole Institute est allée s'entretenir avec les partenaires de l'APIBA, en quartier populaire de Birere dont l'activité grouillante a été épargnée par la coulée de lave.*

**Pole (P) :** Nous demandons à chacun de se présenter et de dire dans quelle activité il évolue.

**Intervenant 1 (Int1) :** Je m'appelle Maman Domina KAVIRA. Je distille de l'alcool local (*Kanyanga ou lutuku*). Grâce au crédit APIBA, cette activité me permet de faire vivre et de scolariser mes enfants qui sont orphelins.

**Intervenant 2 (Int2) :** Moi, je suis Maman KAVUO. Je distille aussi de l'alcool. L'APIBA m'a également appuyée dans mon activité, ce qui m'a permis de me bâtir une maison.

**P.** Pouvons-nous connaître l'importance de ce crédit qui vous a permis de construire ?

**Int2.** J'ai d'abord reçu un prêt de 100 dollars américains. Après le remboursement, j'ai reçu un nouveau prêt de 50 dollars et, enfin, un dernier prêt de 25 dollars. Comme je suis veuve, j'ai entrepris de construire un toit pour mes enfants.

**Intervenant 3 (Int3) :** Moi, c'est maman Thérèse KAHINDO. Je suis veuve. Je m'occupe de commerce du maïs, mais je fabrique aussi de la bière de maïs, appelée le « *mandal* ».

**Intervenant 4 (Int4) :** Je m'appelle KASONGO MWANDA. Je suis le Vice-Président de l'AMEGO, l'association de menuisiers de Goma. Notre association connaît aujourd'hui beaucoup de difficultés à la suite de l'éruption du Nyiragongo. Beaucoup de menuisiers ont perdu leurs produits finis et leurs outillages. Les artisans qui étaient installés aux quartiers Office et Virunga ont tout perdu, y compris des commandes payées par les clients. Les fonds

que nous avons logés à la COOPEC TUMAINI ont aussi brûlé. Nous recommençons donc à zéro, mais petit à petit nous nous remettons sur les rails.

**P.** Combien estimez-vous les pertes dues au volcan ?

**Int4.** Dans notre salle d'exposition, nous avons perdu des produits d'une valeur de 20 à 30.000 dollars. Je ne parle pas ici des pertes au niveau des artisans, individuellement, qui sont aussi énormes. Et puis, comme notre galerie a brûlé, nous exposons nos œuvres sur la route, à la merci des intempéries, ce qui les dévalorise.

**P.** Combien d'ateliers ont brûlé ?

**Int4.** Je n'ai pas le chiffre en tête, mais c'est autour de 37.

**J. Shungu :** Il faut préciser ici qu'il y a trois types de sinistrés, on distingue :

- Ceux qui ont perdu leur atelier mais ont gardé leur habitation.
- Ceux qui ont gardé leur atelier mais ont perdu leur habitation.
- Ceux qui ont tout perdu, habitation et atelier. Ce sont des sinistrés que nous avons tenté de relancer prioritairement.

**Int5.** Je m'appelle BIZIBU KAGIZI, secrétaire de l'association des tôliers. Nous avons trois ateliers : à Kibabi-Birere, à Katindo près de la police D'intervention – PIR et à l'Office, près de l'évêché. Notre atelier de l'Office a été complètement enseveli par la coulée, alors qu'à Kibabi, notre outillage a été pillé.

**P.** Comment expliquez-vous que même dans des situations de catastrophe certains de nos concitoyens se mettent à piller des sinistrés ?

**Int5.** A mon avis, cela est dû à l'état d'extrême pauvreté et au chômage qui frappe nos populations, et particulièrement la jeunesse. Toutes les occasions sont bonnes pour un pauvre chômeur d'attraper quelque chose.

**P.** Est-ce que ce ne sont pas d'autres artisans qui pillent des ateliers ? Parce que selon moi, pour piller un marteau, il faut pouvoir s'en servir.

**Int5.** Pas forcément. N'importe qui peut voler un outil, quitte à le revendre à vil prix à des artisans appauvris par la coulée ou à n'importe qui. Pourvu qu'il trouve un peu d'argent.

**P.** Quel montant avez-vous reçu de l'APIBA ?

**Int5.** Avant l'éruption, chaque tôlier avait reçu un prêt de 200 dollars américains. Nous avons déjà fini de rembourser. Maintenant, nous attendons de l'APIBA un autre prêt parce que nous sommes vraiment par terre.

**P.** A part les malles, que fabriquez-vous encore avec des tôles de récupération ?

**Int5.** Le mieux serait que vous passiez nous voir à notre atelier. Vous y trouverez, outre les seaux, les arrosoirs et autres malles, des garde-boue pour véhicules, des lampions, des entonnoirs etc.

**P.** Pouvez-vous nous dire comment vous vivez, après la catastrophe du 17 janvier 2002 ?

**Int5.** Nous essayons de tenir en vendant nos services, ce qui nous permet de reconstituer progressivement nos stocks de matières premières. Le prêt qu'APIBA nous avait octroyé a

été entièrement remboursé avant la catastrophe, et ce sont les fruits de ce capital qui ont brûlé avec le volcan.

**Intervenant 6 (Int6):** Moi, je m'appelle CHIZA, je suis le Président de l'AMEGO. Avec l'appui de l'APIBA, j'étais parvenu à acquérir un équipement moderne qui me permettait même d'offrir des services au rabais aux autres menuisiers. Mon bureau était dans la galerie d'expositions, non loin de mon atelier. J'ai tout perdu : le bureau, l'atelier et la galerie de l'association. Après le 17 janvier, APIBA nous a octroyé un crédit rotatif, en commençant par 5 personnes. Mais avec la mévente des meubles et autres produits finis, nous ne parvenons pas à rembourser, sinon, on serait déjà à la deuxième rotation.

**P :** Vous avez tout de même bénéficié d'un appui du CCN ? (Comité de Crise Nyiragongo 2002).

**Int6.** Oui, nous avons reçu du CCN un appui en outillage (scies, rabots, serre-joint ...) et en matières premières (planches, velours, colle, clous...). Cela nous a permis de nous relancer plus rapidement.

**P.** Si vous réalisez des bénéfices avec cet appui CCN, quelle sera la prochaine étape ?

**Int6.** L'étape suivante sera le remboursement du crédit APIBA, pour que 5 autres bénéficient d'un prêt.

**P.** Vous avez insisté sur la mévente de vos produits finis, que vous imputez aux mauvaises conditions d'exposition. Cela ne serait-il pas plutôt dû aux difficultés financières des clients potentiels, après l'éruption ?

**Int6.** Non, le principal problème dans ce secteur est qu'un meuble exposé au soleil, à la poussière et autres intempéries, perd vite de son éclat, et du coup, de sa valeur marchande. Alors que, dans une galerie, il garde sa splendeur et le client ne spéculé pas beaucoup avant de l'acheter.

**P.** Est-ce que nous pouvons estimer que vous avez actuellement un marché important, comme la plupart de citadins ont perdu leurs habitations et leurs meubles ?

**Int5.** Cette analyse n'est pas juste. Ceux qui ont tout perdu avec la coulée de lave ne disposent pas encore de ressources pour s'équiper. Celui qui vit au site de l'ESCO va-t-il commencer à acheter un mobilier alors qu'il mange à peine ? Celui qui vit sous une bâche n'a pas comme première préoccupation un lit ou une chaise. Il s'étend à même sur le sol et se couvre de la couverture qui lui a été offerte. Et ceux des sinistrés qui ont des moyens ne sont pas pressés de se réinstaller, ils ont des projets ailleurs.

**P.** Revenons à votre galerie calcinée ; quelles en étaient les dimensions ?

**Int6.** Elle mesurait 17 mètres de large sur 21 mètres de long.

**P.** Et cela vous suffisait comme espace ?

**Int6.** Elle nous suffisait mais, à la fin, elle était vraiment bourrée comme un œuf. Le coordonnateur de l'APIBA envisageait même de prendre une autre salle en location, ce qui permettrait de ne pas exposer ensemble des meubles de qualités différentes.

**P.** Maintenant, vos œuvres sont dégradées par les mauvaises conditions d'exposition, selon vos propres dires. Ne trouvez-vous pas urgent de louer une galerie dans le meilleur délai ?

**Int6 :** Le grand problème pour ce cas de figure est que la ville de Goma ne dispose plus de beaucoup de salles de ces dimensions, et celles qui ont été épargnées par la lave sont très chères. Mais, nous allons peut-être trouver une maison en ville.

**P.** A mon avis, APIBA encadre diverses compétences en matières de construction. Il y a parmi vous des menuisiers, des maçons, des bricoleurs de toutes sortes. Au lieu de demander un crédit pour louer une salle, pourquoi ne pas le demander seulement pour l'acquisition des matériaux de construction, afin que vous ayez une galerie à vous ?

**Int5.** Vous avez raison, comme l'on nous a déjà dotés d'un terrain à côté du Lycée AMANI, nous allons construire avec l'aide de la main d'œuvre locale, plutôt que de louer. C'est plus durable et plus rentable.

**P.** Tournons-nous de nouveau vers les mamans. Pouvez-vous nous parler de votre situation et de vos activités ? En quoi le volcan vous a-t-il affectées ?

**Int1.** Avant l'éruption, nous avions le projet d'acquérir un moulin. Mais, depuis la coulée, c'est plus difficile. Nous nous cotisons 100FC par semaine, mais de là à atteindre un moulin ...

**P.** Parlez-nous un peu de votre activité de vente de « *mandal* »

**Int1.** J'achète le maïs ici à Goma, aux dépôts. Je ne vais pas à l'intérieur. Si par exemple, j'achète 6 sacs de maïs, je peux gagner l'équivalent de 3 sacs, après la vente de la boisson. Ainsi, je peux scolariser mes enfants, grâce au crédit APIBA.

**P :** Donc, si je vous ai bien compris, le crédit vous permet d'avoir une activité lucrative qui vous permet de réaliser des bénéfices. Grâce à ces bénéfices, vous remboursez progressivement le capital tout en résolvant vos problèmes financiers dans les ménages.

**Int1.** C'est bien cela.

**P.** Je m'adresse maintenant à cette maman qui distille de l'alcool à base de Maïs, une activité interdite par la loi. Est-ce que cette activité est rentable ?

**Int2.** Oui, elle est très rentable. Quand j'achète un sac et demi de maïs à 10\$, je peux distiller 6 fois au cours d'un mois, à raison de 40 bouteilles par opération. Cela me donne 240 bouteilles qui, vendues à 100 FC la pièce, me permet de réaliser 24.000 FC, soit à peu près 100 \$. De cela, il faut évidemment défalquer les intrants et autres frais connexes.

**P.** Maintenant, le problème est que votre activité n'est pas seulement informelle, mais qu'elle est proscrite par la loi. Est-ce que APIBA ne peut pas trouver un mécanisme pour garantir la qualité de l'alcool distillé afin que l'État lève l'interdiction de cette activité ?

**J. Shungu :** C'est faisable. On peut associer des chimistes pour que l'alcool distillé localement respecte les normes. Ce que nous ne pouvons pas admettre, c'est cette position officielle qui interdit strictement la distillation du « kanyanga », alors que cette activité fait vivre beaucoup de ménages dans ce pays.

**P.** Nous avons appris, par ailleurs, que vous envisagez de promouvoir l'entrepreneuriat ; qu'en est-t-il concrètement ?

**J. Shungu** : Concrètement, nous avons identifié 58 artisans au sein de nos 14 associations, qui ont le sens de l'entreprise. Tel se spécialise dans la fabrication des garde-robes, tel autre dans le garnissage, etc. Nous devons les accompagner et leur donner la formation nécessaire pour qu'ils deviennent de véritables entrepreneurs.

**Int6.** D'accord, mais il nous faut une formation solide en gestion et en comptabilité. Pour que nos ateliers permettent aux jeunes chômeurs d'accéder à l'emploi, surtout en ces moments difficiles d'après éruption.

*Aloys Tegera  
Léopold Rutinigiwa  
Onesphore Sematumba*

*27 juin 2002*

### 3.2 Le point de vue des autorités morales et politiques

#### 3.2.1 Interview avec les membres du Barza intercommunautaire

*Le Barza intercommunautaire n'est plus à présenter à nos lecteurs. Cette structure mise en place en pleine crise de méfiance intercommunautaire au milieu des années 90 a réussi son pari, à savoir remplacer les explications à la sagaie et à la machette par la vieille palabre africaine, à privilégier la franchise du dialogue et le croisement des regards inter-identitaires à la fourberie et à l'intoxication. Cette assemblée de sages dont la légitimité tient de leur reconnaissance par leurs communautés d'origine ont vu leur influence et leur reconnaissance traverser les collines du Nord Kivu, au point d'être associés à la gestion des conflits régionaux par des chefs d'État. Ce sont ces hommes que Pole a invités pour une réflexion autour de la vie à Goma, pendant et après la catastrophe du 17 janvier 2002. A tout Seigneur tout honneur, dit-on, c'est à Monsieur KIBIRA KATARUNGU Thomas, président du Barza, membre de l'Assemblée provinciale du Nord Kivu et sinistré du Nyiragongo que la première question a été posée.*

**Pole (P) :** Papa Kibira, comment avez-vous vécu la catastrophe du 17 janvier et où en êtes-vous aujourd'hui ?

**Kibira (K) :** Je dois dire d'abord que l'éruption du 17 janvier ne m'a pas beaucoup surpris, parce que nous vivons dans une région volcanique. N'importe où que vous puissiez creuser dans cette région de Goma et sa périphérie, dès que vous atteignez 100 mètres de profondeur, vous rencontrerez une couche de pierres volcaniques. C'est dire que ce volcan-là a toujours vomi, mais jamais il n'avait atteint ce niveau. Auparavant, c'était la Chefferie du Bukumu qui était toujours touchée. Mais aujourd'hui, c'est Goma, le Goma « utile » qui a brûlé : Goma économique, Goma politique, Goma touristique, tout cela a été enseveli. Les dégâts sont incommensurables. Goma a pris un autre visage ; on ne reconnaît plus ni les lieux ni les routes. Ce qui m'a particulièrement étonné, c'est la façon dont les populations ont pu gérer la crise, se trouver un chemin. Les populations ont mis de côté les spéculations d'ordre politique et les divergences entre le Congo et le Rwanda autour de la guerre. Une bonne partie de la population s'est dirigée vers le Rwanda. Et nous y avons été accueillis. Certains ont passé la nuit à la belle étoile, d'autres dans des familles rwandaises. Moi et les miens, nous avons été hébergés dans une famille que je ne connaissais pas et qui ne me connaissait pas, pendant deux jours. Ensuite j'ai amené ma famille à Bukavu. Là-bas tout comme à Rutshuru et partout ailleurs où se dirigeaient les sinistrés du volcan, la solidarité a bien fonctionné.

**P.** Parlons de vous comme personne, maintenant. Papa Kibira, vous êtes un vieux retraité, vous avez plus de 70 ans et tout d'un coup vous perdez tout, même votre maison. Comment le vivez-vous ? Et comment envisagez-vous l'avenir ?

**K.** L'avenir, ce n'est plus mon affaire. Ce qui me préoccupe maintenant, c'est l'avenir de mes enfants. Parce que quand on investit, on investit pour le présent et pour l'avenir. Le présent, c'est que moi, j'ai vécu dans mes habitations, dans mes maisons. L'avenir, c'est que ça devrait aussi servir d'abri à la génération qui suit. Nous nous trouvons aujourd'hui sans abri, et la prochaine génération est sans espoir de trouver de nouvelles habitations. Évidemment, j'ai des enfants qui travaillent, qui sont par-ci par-là, en Europe et aux États-Unis d'Amérique. Ils m'ont dit : « *Papa, ne vous tracassez plus avec la reconstruction des maisons, nous allons nous-mêmes nous en occuper. Vous avez fait votre devoir, nous avons étudié par vos moyens, vous avez construit des maisons pour nous. Maintenant vous êtes fatigué, il nous appartient à nous de pouvoir reconstruire.* » Ça, ça me console. Mais pour le présent, je suis dans la souffrance, une grande souffrance. Et même cette promesse des enfants, je ne sais pas quand ils vont la traduire en actes. Et souvent quand les enfants parlent ainsi, ils ne

pensent pas à l'avenir. Donc l'avenir de mes enfants est hypothéqué. Mon avenir à moi...je sais que je n'en ai plus pour longtemps...mais je rêvais quand même de laisser de grands souvenirs à ma famille.

**P.** Voyez-vous, Papa Kibira, cette catastrophe a vraiment frappé tout le monde. La moitié du staff de Pole a tout perdu comme vous. Sans parler de notre bureau qui a brûlé avec tout son contenu. Quelqu'un d'autre peut-il nous faire partager son expérience ?

**Miroza (M) :** Mon expérience porte sur plusieurs aspects. J'avais des voisins qui se disputaient plusieurs fois par semaine pour des problèmes d'héritage. Tous ces problèmes ont été réglés par le volcan. L'éruption a été en quelque sorte un jugement. Certains enfants issus d'un même père et d'une même mère, qui ne pouvaient plus rien partager à cause des conflits de parcelles ont retrouvé la concorde quand le « Grand Juge » est arrivé. Et il n'y avait pas que dans les familles qu'on se disputait...il y a aussi des Églises qui ont été pacifiées par la coulée de lave. Un autre phénomène qui m'a frappé autour de cette éruption, c'est celui du banditisme. Avec l'éruption, toutes les prisons ont été ouvertes et les serpents étaient de nouveau dans la nature. Et ce problème subsiste à ce jour, on ne parvient pas à le juguler. Ensuite, le 17 janvier, quand nous étions en train de fuir, j'ai remarqué que ceux qui étaient à pied et ceux qui étaient à bord des véhicules avançaient à la même vitesse. *(Un autre intervenant fait remarquer que les piétons étaient plutôt plus rapides que les voitures, ce qui provoque des rires dans la salle)* C'était là une leçon : il y a des inégalités sociales dans la vie mais à l'occasion des catastrophes naturelles comme celle-ci, il faut que les gens se rendent compte que nous sommes tous des humains. Quand nous sommes arrivés à Nyundo, au Rwanda, nous avons été vraiment frappés par le geste de l'évêque de la place. Il y avait des réfugiés partout- parce que c'est ainsi qu'on nous appelait- autour de l'église. Et qu'est-ce que l'évêque nous dira ? Il nous a dit : « *Heureusement que c'est la période de la récolte. Entrez dans les champs, cueillez les haricots et les maïs et donnez à manger aux enfants !* » Les femmes se sont alors déployées dans les champs de l'évêque et ont tout cueilli. Le dimanche matin, on nous a appelés à l'église, plutôt derrière l'église. Il paraît que l'évêque avait demandé à ses fidèles de disponibiliser chacun un seau de nourriture. On nous a distribué ces vivres : des haricots, des maïs, des patates douces, des bananes, etc. Vraiment nous étions consolés. L'après-midi de ce dimanche, nous sommes partis pour le camp de Mudende où j'ai passé quatre mois. C'était pour moi une période de profonde méditation pour apaiser le stress d'avoir tout perdu. Avec tous les enfants que j'ai, en cette période sans espoir que nous traversons, il me fallait méditer. Et maintenant nous sommes revenus, presque nus, mais l'essentiel est que nous continuons à garder le souffle.

**Majune (Ma) :** Je vais revenir à cet aspect de justice divine dont parlait Jaques Miroza. Deux frères de Monigi se disputaient une bananeraie. Avec l'éruption, ils se sont tous deux réfugiés chez moi. Ils étaient devenus de grands amis. Ils disaient : « *Chenye kilikuwa kinatuchonganisha hakiko tena* » c'est-à-dire que ce qui les opposait n'était plus, la bananeraie litigieuse ayant été calcinée. L'autre aspect que je voudrais évoquer est que, une année avant l'éruption, j'avais eu une conversation avec le Conservateur Kajuga, l'actuel directeur provincial de l'Institut congolais pour la protection de la nature (ICCN). Il m'avait dit : « Un jour, Goma sera englouti ». Je lui ai rétorqué : « Non ! Qu'est-ce que les habitants de cette ville auront fait à Dieu pour que Goma soit englouti ? » Il m'a alors demandé si les Japonais et tous les autres peuples dont des villes entières avaient été détruites par des coulées de lave étaient plus mauvais que les Gomatraciens. Je lui ai répondu que moi, j'ai la foi en Dieu, que cela ne pouvait pas arriver. Mais cela est arrivé. Notre paroisse Notre Dame d'Afrique et sa belle église ont été épargnées. Je me suis dit que c'était grâce aux prières des prêtres. Mais est-ce que les autres ont brûlé parce qu'ils ne savaient pas prier ? La conclusion de tout ça est que cette éruption a été un message de Dieu : nous devons mépriser les biens de ce monde. Le 17 janvier, les gens sont allés dormir riches, le lendemain, ils étaient pauvres.

**P.** Dans les témoignages de Miroza et de Kibira, il y a une constante qui me surprend. Vous parlez tous les deux du bon accueil que vous avez reçu de la part des populations rwandaises, alors que beaucoup de médias et certaines autres personnes ont insisté sur les mauvais traitements subis par nos compatriotes de l'autre côté de la frontière. On a beaucoup plus médiatisé le verre d'eau que le Congolais payait 2 dollars...

**M.** Je crois qu'il y a là un aspect culturel. Comme j'ai eu l'occasion de le dire à certains amis rwandais à Mudende, la plupart des Congolais pensaient que tous les Rwandais sont mauvais. Je leur ai même dit que nous étions surpris par leur sens de l'hospitalité. Parce que, pour un Congolais, le Rwandais, c'est celui qui tue, qui viole, qui vole chez nous. Je ne dis pas que tout a été parfait et que personne n'a été maltraité. Dans toute société il y a des bons et des méchants. Alors certains médias ne parlent que du côté négatif, selon leurs intérêts.

**P.** Revenons à notre ville de Goma. Kibira disait tantôt que la ville utile a brûlé ; est-ce que Goma existe encore ?

**Safi (S):** Goma existe, parce que Goma, ce ne sont pas les immeubles, ce sont les hommes. Or les gens qui avaient fui vers Bukavu et vers le Rwanda sont tous revenus. Ils reconstruiront la ville parce que ce sont les mêmes avant et après le 17 janvier. Les gens se construisent des maisonnettes, d'autres qui en ont les moyens construisent en dur. Et je suis particulièrement convaincu que Goma ne brûlera jamais entièrement. Des morceaux de la ville partiront, mais nous reconstruirons à partir de ceux qui auront été épargnés. Toutefois, il y a un symbole de notre ville qui a brûlé : c'est l'aéroport international qui est sa pierre angulaire. Si des hommes de bonne volonté nous aidaient à remettre notre aéroport en bon état, Goma recouvrerait sa vie d'avant la catastrophe.

**P.** C'est vrai, on disait que Goma a deux symboles, le quartier Birere et l'aéroport. Le premier est resté mais le second a été sérieusement détruit.

**K.** Il y a également le problème des investissements. Les Congolais sont-ils capables d'investir dans des immeubles d'intérêt économique général tel que l'ONC ? (Office national du café) Et puis les gros investisseurs que sont les multinationales ne reviendront plus, la ville est devenue trop dangereuse. Et pourtant, nous savons que Goma a toujours vécu dans cette région, avec ce volcan.

**P.** A propos, que pensez-vous de ceux qui lient l'investissement dans cette ville à sa délocalisation ?

**K.** Là, les avis sont partagés. En ce qui me concerne, j'estime qu'on ne peut déplacer une ville comme celle-ci dans la précipitation. Il faut élaborer un plan urbanistique.

**Ma.** Apparemment, vous avez des inquiétudes pour la reconstruction de la ville sur le même site. Est-ce que cela vient de vous personnellement ou bien vous exprimez les inquiétudes des autres ?

**P.** Certains conditionnent l'assistance à Goma au déplacement de cette ville. Si l'on conditionne l'aide au déplacement de la ville, c'est là un véritable problème parce qu'on reconstruit déjà sur la lave. C'est à cela que je voudrais qu'on réfléchisse.

**Kalinda (Ka) :** Selon moi, beaucoup de gens, surtout les hommes d'affaires, souhaiteraient quitter Goma mais ils ont peur d'aller à l'intérieur à cause de l'insécurité.

**S.** Mais, est-ce que Goma est la seule ville menacée au monde ? Il y a bien d'autres villes qui vivent sous la menace des volcans au Japon, à Hawaï...et dont les expériences nous aideraient à vivre avec le nôtre. S'agissant des investissements dont parlait Papa Kibira, c'est vrai qu'un investisseur y réfléchira par deux fois avant de mettre son argent ici. Il y aura peut-être des investissements à court terme, mais pas à long terme.

**P.** Je pense que nous avons notre rôle à jouer pour attirer les investisseurs à Goma. C'est à nous de faire le premier pas. S'agissant par exemple de ce symbole de Goma, son aéroport qui a brûlé ; faut-il vraiment attendre l'aide extérieure pour dégager 1 kilomètre de piste ?

**K.** L'idée est noble, et l'autorité provinciale y avait déjà pensé en invitant les jeunes volontaires à dégager cette piste. Au moment où nous parlons, une équipe de volontaires est à pied d'œuvre sur la piste de l'aéroport.

**P.** Je reviens à ma question : est-ce qu'il est possible que nous dégagions cette piste, 1 kilomètre ?

**S.** C'est un problème de moyens. Même avec toute la bonne volonté du monde, ce n'est pas en grattant cette énorme couche de lave avec des bêches qu'on pourra dégager cette piste. On a évalué à 500 000 USD le coût des travaux. Avec son budget de 3 500 000 USD, le gouvernement de la province pourrait dégager cette somme, le 1/7, quitte à sacrifier certains autres postes moins urgents. Et puis, d'autres citoyens mettraient la main à la poche, s'ils voyaient un geste de bonne volonté de la part du pouvoir. Toutefois, la ville a été sinistrée en janvier, alors que le budget avait déjà été voté. A l'Assemblée, nous veillerons à ce que la réhabilitation de l'aéroport figure au budget 2003.

**M.** Ceux qui pensent au déplacement de la ville ignorent deux aspects. Le premier est mythique : Goma est perçu par ses habitants comme la ville en dehors de laquelle on ne peut pas s'épanouir économiquement et socialement. Même ceux qui viennent d'autres provinces, du Sud Kivu notamment, le reconnaissent. Le second est la paix : la ville est perçue comme un endroit paisible, alors qu'à l'intérieur règne l'insécurité.

**P.** Goma était, avec Gbadolite, une ville choyée par Mobutu qui l'avait comblée de beaucoup d'avantages, dont cet aéroport international. Maintenant que le volcan est passé par-là et que Mobutu n'est plus, n'est-ce pas le moment pour le politique local de prendre de l'initiative ?

**S.** C'est vrai que Mobutu aimait Goma. Mais ce n'était pas parce que nous étions d'une très grande gentillesse envers lui, ni parce que nous étions plus beaux que les autres Congolais. Il aimait Goma pour ses atouts économiques et touristiques. Il se fait que ses atouts n'ont pas disparu avec Mobutu, c'est à nous de les exploiter pour rebâtir notre ville.

**P.** A l'époque coloniale, il y avait des fonds alloués à la promotion de l'habitat. Peut-on attendre ce genre d'initiative de la part de l'autorité actuelle ?

**S.** On ne peut rien attendre de l'État qui se disperse dans des activités qui ne sont pas toujours à l'avantage des populations ; celles-ci doivent se prendre en charge.

**P.** Ici, on évoque souvent l'autorité ou l'État ; à quel niveau se trouve l'autorité politique capable de négocier avec des partenaires éventuels au bénéfice des populations ?

**S.** L'autorité légale demeure le gouvernement de province en tant qu'entité administrative proche des populations. Malheureusement les gouverneurs ne peuvent pas se démarquer du mouvement rebelle, dont ils sont de facto les présidents provinciaux. Cette situation

pourrait, à la longue, être préjudiciable aux populations, quand un partenaire cherche un interlocuteur porteur des besoins et représentant reconnu des populations.

*Aloys Tegera  
Léopold Rutinagirwa  
Onesphore Sematumba*

*Goma, juillet 2002*

### 3.2.2 Entretien avec le maire de la ville de Goma, M. Nzabara Masetsa

**Aloys (A) :** Qui êtes-vous et depuis quand êtes-vous maire de Goma ?

**Maire (M) :** Je m'appelle NZABARA MASETSA, je suis le Maire de cette ville depuis bientôt 4 ans. Je me réjouis d'être avec vous cet après-midi pour vous parler brièvement de Goma et des événements qui nous ont frappés le 17 janvier 2002, des conséquences découlant de cet événement majeur qui a détruit notre ville de Goma. En fait, la ville de Goma a été créée en 1988. A sa création, la ville ne comptait pas plus de 150.000 habitants.

Mais, à partir de 1991, suite aux événements qui ont touché nos milieux ruraux, la population de Goma a connu un accroissement extraordinaire, si bien qu'à l'heure qu'il est aujourd'hui nous comptons plus de 500.000 habitants. Vous comprendrez donc que notre population s'est multipliée par 3 à moins de 12 ans. C'est une grande question qu'il faut se poser, pourquoi un tel accroissement démographique ? La réponse est simple, nous avons connu un afflux massif des populations venant de Masisi depuis le déclenchement des troubles de 1993 ; lesquels événements se sont propagés jusque dans les territoires de Rutshuru et Kalehe, même dans le territoire de Rubero. Alors, comme c'est Goma qui était plus ou moins paisible, toutes ces populations se sont repliées dans Goma. Mais, revenant un peu en arrière, même avant ou pendant ces événements de Masisi, nous avons connu un afflux massif de réfugiés rwandais qui se sont déversés dans la ville de Goma et parmi eux, il fallait compter plusieurs centaines des Congolais qui quittaient le Congo pour le Rwanda en quête d'emploi. Comme vous le savez, à ce moment là, le Rwanda, à l'époque de Habyarimana, ça payait bien, les travailleurs étaient mieux payés que chez nous, le régime dictatorial de Mobutu, le régime pourri depuis longtemps, les salaires étaient insignifiants; alors au déclenchement des événements du Rwanda, il y a eu tous ces compatriotes congolais qui sont venus et vivent avec nous. Voilà ce qui a fait que la population de Goma soit multipliée par 3 en moins de 12 ans. C'est dans cette ambiance que nous avons connu le terrible événement de l'éruption volcanique du 17 janvier 2002. A ce moment là déjà, la vie commençait à coûter cher à cause d'autres événements que vous n'ignorez pas, par exemple la guerre de 1996 de Kabila qui a augmenté le nombre des gens, il y a eu des militaires, des politiciens qui se sont ajoutés, il y a eu la guerre de 1998, la guerre dite de rectification, avec tout ce que nous avons connu, afflux des politiciens qui venaient de l'extérieur ; ainsi le volcan est venu achever un moribond, nous étions agonisants, le volcan est venu nous donner un coup de grâce.

En fait, le volcan nous a un peu driblé, puisque d'habitude les éruptions volcaniques s'annonçaient à l'avance. Mais, l'éruption du 17 janvier 2002 ne s'est pas tellement annoncée à l'avance. Ça a été brusque comme ça, on nous a dit qu'il y a éruption volcanique, nous sommes allés voir vers 10 heures au niveau de Kibati et nous avons trouvé réellement une coulée de lave laquelle s'était immobilisée au niveau de Kanyaruchinya. Nous avons tranquilisé nos populations parce que nous estimions que cette dernière était comme l'éruption de 1977. Cependant, la lave coulait en dessous de nos pieds. Il y avait une lave qui coulait en dessous du sol. C'est ainsi qu'on est allé voir, j'ai failli être ramassé par la lave parce que j'étais monté aller voir et subitement un vieux est venu me dire : « Rentrez vite il y a la lave sous nos pieds ». On voyait la fumée sortir à 10 m de là où je stationnais. J'ai vite démarré et au niveau de l'Aéroport il y a eu la sortie de lave vers Joli Bois, donc j'ai failli être ramassé par l'éruption volcanique. C'est ainsi que la plupart de nos populations ont totalement perdu tout ce qu'ils avaient dans leurs maisons parce que nous les avons tranquilisés sans savoir qu'il y aura une surprise de cette lave qui coulait en sous-sol. Nous avons eu la chance parce que c'était pendant la journée, mais si l'éruption avait eu lieu pendant la nuit, ça aurait été catastrophique. C'est ainsi que dans cette ambiance, toute la population a été mise en débandade par cette éruption, les uns se dirigeant vers le Rwanda, les autres se dirigeant vers Sake et moi-même ne voulant pas partir avant ma population, je suis resté ici jusqu'aux environs de 19h30'. Mes gardes de corps sont venus en tout cas m'alerter parce que tout le ciel de Goma devenait rouge, j'ai pris la fuite avec

tout le monde. Au niveau de Grands Lacs, comme derrière moi ça commençait à chauffer, j'ai abandonné ma voiture là-bas et j'ai fui à pied jusqu'à Gisenyi. Heureusement que la lave n'a pas atteint là où était restée ma voiture, sinon je l'aurais perdue aussi, mais on m'a pillé tout ce que j'avais dans la voiture. Je n'étais pas seul, il y avait d'autres fuyards aussi qui ont laissé leurs véhicules là-bas et qui ont perdu beaucoup du contenu de ces véhicules.

Comme vous le voyez la lave a anéanti à peu près le tiers de la ville. Parce qu'elle a percé à plein poumon la ville de Goma. Elle a suivi la partie la plus riche : là où nous avons des magasins, des églises, des hôpitaux, tout Goma colonial jusque dans le lac. C'est là où il y avait des commerçants, beaucoup d'industries comme l'usine de l'ONC, (l'OZACAF, la grande usine qui nous a été laissée par la colonisation), l'usine de fabrication de tabac SUPERMATCH, le laboratoire du diocèse de Goma qu'on venait à peine d'achever, les imprimeries, toutes les imprimeries sont presque parties. Donc Goma a perdu au moins 85 % de sa capacité économique et nous avons dénombré plus ou moins 17.000 maisons détruites par la lave, environ 60.000 familles sans abris et au moins 200.000 personnes qui sont dans la rue sur les 500.000 habitants de la ville. On a fait quelques jours à Gisenyi puis on est rentré, moi personnellement le 18, je suis rentré, j'ai commencé à enterrer les morts qui étaient éparpillés. Le 19, je suis allé ramener la famille qui était restée à Gisenyi.

A l'heure qu'il est maintenant, on est en train de se demander si vraiment nous parviendrons à reconstruire cette ville, il y a même d'autres personnes qui aiment la ville de Goma qui commençaient à se décourager, qui commençaient même à projeter d'aller s'installer à ailleurs. Nous essayons de les encourager de rester, tout en espérant qu'il y aura des hommes de bonne volonté, il y aura les amis de Goma éparpillés à travers le monde, les fils du Nord-Kivu qui ont des moyens qui vont essayer de nous aider à reconstruire cette ville touristique de Goma.

**A.** Revenons un peu à l'accroissement démographique de la ville de Goma. La population a triplé en moins de 12 ans comme vous le dites. Selon vous, à quoi est dû cette croissance rapide? A la guerre actuelle ? Aux conflits interethniques de mars 1993 ? A l'exode rural des zones de Masisi, Rutshuru, Beni Lubero et Walikale ? A l'immigration interne entre provinces ?

**M.** Il y a une présence des déplacés internes à Goma depuis les conflits interethniques de 1993 et les guerres successives depuis 1996. Mais aussi il y a un mouvement interne des populations entre provinces. Nous avons constaté par exemple qu'il y a beaucoup de ressortissants du Sud-Kivu surtout de la ville de Bukavu qui immigrent vers Goma à cause du coût de la vie. Il semble qu'à Bukavu la vie coûte plus cher qu'à Goma. Ainsi, nous avons enregistré beaucoup de gens qui se sont installés surtout dans les quartiers KATINDO, KESHERO, NDOSHO, en provenance du Sud-Kivu.

**A.** En termes de pourcentage cela représenterait à peu près combien ?

**M.** Ça représenterait à peu près 5% de la population.

**A.** Est-ce que le mouvement interne des populations du Sud-Kivu vers le Nord-Kivu aurait changé avec l'éruption volcanique ou bien après l'éruption vous enregistrez encore ce mouvement ?

**M.** Ce mouvement se poursuit, même ceux qui ont été touchés par l'éruption volcanique ils sont partis vers le Sud et ils reviennent.

**A.** Pourquoi cela ?

**M.** Je crois que pour les populations du Sud-Kivu, le sol du Nord-Kivu produit beaucoup plus. Mais, il semblerait selon leurs dires que la vie au Nord-Kivu coûte moins cher qu'au Sud-Kivu.

**A.** Mais, ceux qui viennent ici, n'ont pas nécessairement de la terre à cultiver ? Parce que Goma en soi, reste une « ville urbaine ». Donc, si on se déplaçait à cause de la terre, on irait beaucoup plus à l'intérieur dans les milieux ruraux et non en ville. Comment arrivent-ils à vivre ?

**M.** Lubero, Beni, Masisi et Rutshuru subviennent beaucoup aux besoins de la population de la ville de Goma. Tandis que tout autour de Bukavu, la terre n'est pas fertile. Si vous prenez KABARE, WALUNGU, KALEHE, le sol de tous ces territoires est presque stérile. Je crois que c'est ça qui favorise aussi le déplacement, le mouvement de la population du Sud vers le Nord. La fertilité du sol, la production qui est plus abondante qu'au Sud-Kivu et qui favorise la débrouillardise dans la vie des sans emplois que nous avons ici. Peut-être j'ai oublié de vous dire que de toute la population urbaine maintenant, il nous reste moins de 10.000 travailleurs salariés dans la ville de Goma. Donc, vous pouvez vous imaginer le degré de chômage dans cette ville. Sur une population de 500.000 habitants vous avez moins de 10.000 travailleurs, c'est pratiquement toute la population qui vit de la débrouillardise.

**A.** Moins de 10.000 salariés, c'est le constat après le volcan ?

**M.** Les 10.000 salariés c'est la situation d'avant l'éruption du volcan; après le volcan la situation a certainement empiré. Je n'ai pas encore fait le recensement pour pouvoir vous donner un chiffre réel, fiable. Mais, j'estime qu'il nous reste maintenant moins de 10.000 travailleurs dans la ville de Goma si vous considérez toutes ces entreprises qui ont été complètement détruites par la lave. Il ne nous reste que quelques unités de production telles que TMK, avec moins de 300 travailleurs, la SNCC et quelques boutiques et magasins, les ouvriers du diocèse de Goma, la RVA qui emploie moins de 200 travailleurs. A part ces quelques milliers des salariés, Goma est une ville des chômeurs.

**A.** Revenons un peu en arrière. Vous avez dit que la ville existe depuis 1988, c'est en cette année que la ville a acquis le statut d'une ville ?

**M.** Oui.

**A.** Avant, c'était quoi ?

**M.** Avant c'était une cité, la cité extra-coutumière. Avant que ça soit la cité, nous étions un territoire dépendant de Rutshuru. C'était une partie de la collectivité de Bukumu qui dépendait du territoire de Rutshuru.

**A.** Vous avez présenté les problèmes du chômage, des sinistrés qui n'ont plus de maisons, etc...Mais la ville de Goma a deux symboles importants : c'est son aéroport international et son quartier populaire de Birere. Un tiers de l'aéroport a été enseveli par la lave, mais le quartier populaire de Birere existe encore. Il y a des gens qui disent que Goma ne peut pas bouger d'ici tant que le Birere existe. Est-ce que vous aussi vous êtes de cette opinion ?

**M.** Ça dépend de chacun, mais j'estime que, si Birere avait été brûlé et que nous ayons gardé le reste de la ville, en tout cas, l'économie n'aurait pas sombré dans les proportions que je viens de vous décrire tout à l'heure. Parce que la partie qui a été détruite par la lave, était de loin plus importante -du point de vue économique- que Birere. Peut-être que ceux qui le disent, tiennent compte du nombre de la population. Parce que, la partie qui a été détruite hébergeait moins de gens que la partie qui est restée. C'est ainsi que pour l'unique

quartier MAPENDO, la partie limitrophe du Rwanda, nous avons 34.000 habitants! Nous avons les 3 quartiers les VOLCANS , MAPENDO et KAHEMBE communément appelé BIRERE, il faut compter 100.000 habitants, carrément 1/5 de la population de Goma. C'est peut-être pourquoi les gens parlent de l'importance du quartier Birere.

**A.** A propos du quartier Birere, ce que les gens mettaient en avant c'est plus son économie informelle qui fait vivre beaucoup de ménages de part sa situation géographique sur la frontière avec le Rwanda. Cette économie informelle est beaucoup plus vivante dans le Birere qu'ailleurs.

**M.** Là, je leur donne raison, parce que les gens de Birere à cheval sur la ville voisine de Gisenyi, ils vivent plus facilement que ceux qui résident dans Goma Ouest. Il suffit que quelqu'un traverse la frontière; il revient avec ses produits, va les vendre à gauche, à droite et mène facilement sa vie. C'est ainsi que beaucoup de sinistrés du côté de l'ouest se déplacent vers Birere pour venir y mener leur petite vie.**A.** Revenons sur le 1<sup>er</sup> symbole de Goma qui est son aéroport. A peu près le tiers de la piste a été enseveli par la lave, Les 2/3 de la piste sont intacts ainsi que les installations et le parking des avions. Qu'est-ce que vous faites en tant qu'autorité de la ville pour que vous puissiez récupérer le Km enseveli par la lave ?

**M.** Grâce à l'aide du Gouverneur de la Province, nous avons essayé avec nos moyens de bord, pendant 4 mois; et pendant ces 4 mois nous n'avons dégagé la lave que sur une longueur de 60 m ! Estimant qu'on faisait un travail de longue haleine, difficile à réaliser dans le temps que nous nous étions impart, nous avons préféré arrêter un moment et solliciter l'intervention des amis de Goma pour pouvoir obtenir des machines appropriées qui peuvent nous aider à déblayer toutes ces roches et à les transporter ailleurs. Comme vous le savez, la ville de Goma n'a ni camion à benne, ni tracteur, ni bulldozer. Nous avons seulement les hommes de bonne volonté, mais nous n'avons pas les moyens d'action et nous pensons que tous ceux qui viennent nous rendre visite voient cette nécessité, voient ce besoin de pouvoir dégager toutes ces pierres qui ont couvert la piste, ils pourront peut-être nous aider. Nous comptons notamment sur les ONG qui ont leurs intérêts ici chez nous, sur certaines grandes sociétés aussi qui travaillent ici et sur l'aide d'autres hommes de bonne volonté.

**A.** Quelles sont vos promesses, maintenant que vous avez arrêté en attendant que les amis puissent vous venir en aide ? Y a-t-il une échéance ou une date pour la reprise des travaux?

**M.** Jusqu'à présent nous n'avons pas de date sûre pour le redémarrage des travaux. Mais il y a des promesses. Il y a la Communauté Économique Européenne, d'autres ONG qui nous promettent , il y a aussi des sociétés de bonne volonté qui peuvent nous aider, mais, qui ont été sinistrées aussi. Je vous citerai par exemple la société TMK. TMK fait partie des sociétés bienfaitrices de cette ville de Goma, une société qui se dépense corps et âme pour nous aider, mais une société qui a perdu beaucoup aussi à l'occasion de cette éruption volcanique. Il y a aussi la société SUPERMATCH, si elle n'avait pas été ensevelie, elle ne pouvait pas manquer de nous doter des engins pour pouvoir dégager les laves qui couvrent l'aéroport ! Je vous assure que la bonne volonté est là.

**A.** L'aide extérieure pour la réhabilitation de Goma serait-elle par hasard conditionnée à sa délocalisation ? Croyez vous que la ville de Goma peut se déplacer ailleurs ?

**M.** Déplacer totalement la ville de Goma ailleurs, non. Mais je pourrais avoir un avis tout à fait contraire, un avis supplétif. Par exemple élargir la ville en créant quelques communes rurales à 27 km d'ici, aux environs de Sake sur les collines qui dominent le lac Kivu. Au niveau de Kimoka par exemple sur les collines qui surplombent le champ des laves, au niveau de Lushangi et au niveau de Kirotshe qui est à 37 km d'ici. Si vous vous imaginez

que quitter le centre ville de Kinshasa jusqu'à Nsele il y a 60 km, donc, ici il n'est pas exclu que l'on puisse étendre la ville jusqu'aux environs de Sake. On pourrait concevoir de types de maisons standard, pas chères, dans les zones à risque selon les propos des volcanologues ici même en ville, des maisons qu'on peut facilement reconstruire sans trop de pertes. Ces maisons serviraient pour le petit commerce. Quant aux infrastructures importantes : les usines, les institutions publiques, les archives, et d'autres édifices d'ordre public importants on pourrait les construire sur les collines aux environs de Sake à l'abri de tout risque en cas d'éruption volcanique. Aussi ce serait utopique de penser que nous pouvons déplacer cette ville de Goma sans déplacer la ville voisine de Gisenyi.

**A.** Pourquoi ?

**M.** Parce que nous vivons les mêmes conditions que la ville de Gisenyi. Aujourd'hui la lave a coulé ici chez nous, demain ça sera de l'autre côté. On ne peut pas dire : « Moi, je fuis et je laisse l'autre ». Si Gisenyi se déplace en même temps que Goma, là, ça peut marcher . Mais, nous déplacer parce que nous craignons l'éruption volcanique, alors que les voisins qui vivent dans les mêmes conditions que nous restent sur place, ce n'est pas logique. Je pense que nos ancêtres ont vécu dans de telles conditions depuis la nuit des temps. L'éruption volcanique surgit, la lave ensevelit les maisons et les champs. Les gens fuient et reviennent reconstruire sitôt que la lave se refroidit. Et c'est comme ça qu'on a vécu depuis des années et des années et je ne vois pas pourquoi aujourd'hui on doit fuir le volcan qui étend ses activités du Nord au Sud de la région ! Ça peut aller à Rutshuru, à Jomba, à Sake, à Kirotshe, ainsi qu'à Ruhengeri et Gisenyi chez nos voisins. En fait, nous sommes les locataires des volcans, fuir ces volcans ce n'est pas normal car la fertilité de notre sol en dépend. Ces volcans nous brûlent, mais aussi nous nourrissent.

*Propos recueillis par Aloys Tegera*

*Goma le 6 juillet 2002*

### **3.3 Les problèmes sociaux**

#### **3.3.1 Entretien avec les sinistrés vivant dans des abris provisoires à Goma**

Quartier NGANGI II.

Personnes interviewées:

- 1. Mme Pascasie NAMWEZI. (PN)**
- 2. Mr. HARERIMANA Jacques. (HJ)**
- 3. Mr. Gustave BAHATI. (GB)**

**Pole (P) :** Comment vous retrouvez-vous ici?

**PN.** Je suis sinistrée du volcan Nyiragongo, je vivais dans la bananeraie au village Ngangi qui a brûlé. Je suis ici avec mes sept enfants depuis le mois de février où nous avons été logés par une famille amie et nous avons reçu de Caritas cette maison en bâche pour le reste du temps.

**HJ.** Moi je suis de cette agglomération et j'ai perdu ma maison qui se trouvait là au fond et qui a brûlé, je vivais dans les familles amies avec mes cinq enfants. Il y a deux semaines que Caritas nous a construit cette maison en bâches pour avoir un logement.

**GB.** Moi je suis du village Monigi qui a aussi brûlé et je suis ici à NGANGI chez mon cousin François en attendant de pouvoir rentrer chez moi, et j'ai reçu provisoirement cette maison en attendant que la lave sèche chez nous et nous permette de rentrer.

**P.** Quelles autres assistances avez-vous reçues depuis la catastrophe?

**PN.** Nous avons eu des vivres du PAM contre le travail de réouverture des routes et avant que nous venions ici, le CCN 2002 a donné des tôles aux autres sinistrés de NGANGI.

**HJ.** Moi j'ai reçu des vivres contre le travail des routes et cette maison en bâches aussi, quelques fois on nous donnait des ustensiles de cuisine mais il fallait être connu par le Nyumba Kumi pour être mis sur la liste. D'autres ont reçu des couvertures.

**GB.** Nous qui sommes de loin avons été reçus par nos frères et les Nyumba Kumi (*chefs de dix maisons*), ont recensé seulement les gens de leur quartier de Ngangi qui ont reçu des vivres et ustensiles de cuisine et même des tôles pour certains.

**P.** Comment cela se passait-il à votre avis?

**PN.** Ceux qui sont connus par le Nyumba Kumi étaient bien servis et nous qui étions des sinistrés d'ailleurs on regardait seulement, mais Dieu est grand car nous sommes en vie et nous mangeons. Les soins de santé et l'eau font défaut et il y a des enfants comme des adultes qui tombent malade mais ne sont pas soignés et n'ont pas d'argent pour cela.

**HJ.** Nous avons fui. Au retour les enregistrements étaient clôturés, nous avons dû nous battre pour recevoir le peu que nous avons, mais comme on dit « *masikini hana ndugu* » ( Le pauvre n'a pas de frère); nous vivons péniblement ici. Pour ces abris nous recevions 14 tôles, 12 chevrons et 22 bâches que SOSINYI nous a donnés. Le comble, c'est que même les gens de NYAKABANDA qui n'ont pas perdu leurs maisons ont eu des abris provisoires car étant enregistrés par les Nyumba Kumi , c'est de la tricherie!

**GB.** Bien pour les originaires de Ngangi qui ont reçu des biens et des tôles pour certains, mais nous autres, on se contentera du peu qu'on reçoit.

**P.** Quels sont les critères pour recevoir un abri provisoire?

**HJ.** Il faut résider à Ngangi, avoir perdu son logis, être recensé par le Nyumba Kumi et avoir une parcelle où mettre la maison.

**P.** Combien de temps allez-vous rester dans la parcelle de votre ami?

**PN.** On nous a dit que c'est dangereux de rentrer chez nous car la lave fume encore et la pluie cause des dégâts en vies humaines, nous attendrons que ce phénomène cesse et nous récupérerons nos abris pour aller chez nous. On nous parle de six mois mais on ne sait pas!

**HJ.** Ici c'est mon terrain. Car on nous a demandé de montrer où construire et comme chez moi c'était déjà assez froid, je suis revenu sur place.

**GB.** Tant que mon ami SEMANZA veut me garder et en attendant que chez nous la lave se refroidisse, je ne trouve pas de problème à rester ici et les enfants vont à l'école, nous rentrerons un jour.

**P.** Qu'est-ce que vous faites pour vivre?

**PN.** J'ai commencé à vendre de la « kasiksi » (vin de banane local) pour me permettre d'acheter la nourriture et je travaillais aussi sur la route pour recevoir les vivres du PAM, mais depuis le mois de mai on ne reçoit plus de vivres. On se débrouille. Comme notre bananeraie a brûlé, on va acheter la bière au marché de KITUKU qui est loin de nous, c'est pénible mais on ne peut pas faire autrement.

**HJ.** Je vis seulement des aides que je collecte pour mes enfants dans les sites des autres déplacés comme à Don Bosco et ailleurs. Il n'y a pas de travail et on fait les mendiants presque chaque jour.

**GB.** Normalement je suis menuisier et je passe mon temps dans un atelier d'ami et on se partage ce qu'on reçoit comme fruit du travail.

**P.** Que pensez-vous des jours à venir par rapport à la vie au pied du volcan?

**PN.** Moi avec mes enfants nous n'avons pas où aller en dehors d'ici et tous nos ancêtres ont vécu ici à côté de ce volcan qui nous a baptisés. Nous vivons comme ils ont vécu.

**HJ.** Une vie ailleurs pour moi en dehors de Ngangi est inimaginable. Je suis né ici et je ne saurais pas m'adapter ailleurs. Là où on était en refuge pendant quelque temps, on a eu des difficultés à rester, c'est pourquoi on ne voit aucun risque à rester ici.

**GB.** Les autres, qu'est-ce qu'ils vous ont dit? Nous sommes enfants de cette contrée. Nous ne sommes pas de la première génération et les Virunga ne sont pas à leur première éruption. Nos parents aussi étaient ici et en 1977 ils sont allés à Katoyi et ils sont morts là-bas à cause des conflits interethniques; il est donc inutile de fuir car le danger est partout. On a fui le volcan mais beaucoup n'ont pas été capables de fuir la guerre au MASISI.

*10 juillet 2002*

Quartier HIMBI 1 avenue UVIRA.

Personnes interviewées:

1. **Placide MBANGALA (PM).**
2. **Mado MUKELANGE (MM).**
3. **Jean Marie BANDU (JMB).**
4. **Jules NZABO HODARI (JN).**

**Pole (P) :** Comment vous retrouvez-vous ici?

**PM.** J'habitais au camp Matraque de l'Office avec les autres fonctionnaires de l'État et depuis janvier nous avons tout perdu. C'est seulement le 8 juillet qu'on nous a donné ces abris provisoires; sinon nous vivions dans des familles des amis ici à Himbi.

**MM.** Moi, je suis de l'Office sur l'avenue Nyiragongo. Le volcan a brûlé notre quartier et nous sommes venus vivre ici avec mes frères et sœurs après notre retour de Mudende.

**JMB.** Comme ma sœur Mado, je suis du même quartier et nous sommes ici dans la parcelle de notre oncle qui a permis de mettre ces six abris ici.

**JN.** Avec mon ami Jean-Marie on a quitté Mudende lorsqu'on a fermé le camp et nous sommes venus rejoindre nos familles ici à Himbi, chez nous c'est à Virunga sur avenue des Aviateurs, à côté de l'aéroport de Goma.

**P.** Quelles assistances avez-vous reçues?

**PM.** Cet abri provisoire où je vis avec ma famille et des fois nous avons reçu des vivres et des casseroles, mais c'était au mois de mars et depuis, on n'a plus rien.

**MM.** Après Mudende on n'a reçu que cet abri provisoire et les latrines que vous voyez là . Comment les utiliser sans avoir à manger?

**JMB.** Quelques tôles, bois, planches, clous et des ouvriers pour nous aider à construire. Nous avons aussi reçu des vivres mais il y a longtemps.

**JN.** Cet abri provisoire.

**P.** Comment cela s'est-il passé selon vous?

**PM.** Avec beaucoup de manigances et les agents de Caritas voulaient que nous soyons découragés et qu'on leur laisse la paix. Ils ont quand même donné mais il y a beaucoup d'autres sinistrés qui n'ont rien reçu et d'autres en ont eu en surnombre, on ne sait pas pourquoi.

**MM.** Moi, j'ai fait 15 tours au quartier pour me faire enregistrer et on a eu seulement pitié de moi car mon fils ici est malade et il était hospitalisé. Je ne sais pas comment cela est arrivé et un jour on nous a dit de venir prendre des jetons pour recevoir des outils et matériels pour nos abris provisoires pour nous qui avions des jetons de Caritas.

**JMB.** Nous avons pris l'enregistrement au quartier, on nous a donné des jetons et un mois après on nous a appelés par la radio pour nous demander de venir prendre nos matériels pour abris provisoires. Le chef de quartier nous avait posé des questions et on ne savait pas si réellement on aurait accès à ces abris car nous ne sommes pas de son quartier et il ne

nous connaît pas, mais heureusement il nous a mis sur la liste et nous voilà avec notre assistance.

**JN.** Moi je regrette seulement que le processus soit long et incomplet. Pourquoi on ne donne pas à tous les sinistrés comme ceux qui sont victimes à MONIGI et VIRUNGA?

**P.** Combien de temps allez-vous rester ici sur cette parcelle?

**PM.** Je m'arrange pour aller vivre sur ma parcelle à KESHERO le mois prochain si Dieu le veut.

**MM.** Comme mère des enfants et sans beaucoup de moyens, je ne sais pas comment répondre à cette question, je verrais la suite après. On nous a dit d'attendre le lotissement du Lac Vert ou alors le refroidissement de notre quartier pour y revenir, mais quand?

**JMB.** Nous allons regagner notre quartier dès que c'est vivable. On partira mettre ces maisonnettes sur nos anciennes parcelles en attendant.

**JN.** Autant que c'est nécessaire car le propriétaire n'a pas dit de quitter.

**P.** Qu'est-ce qui vous fait vivre?

**PM.** Je suis agent de l'État et je me débrouille comme les autres Congolais.

**MM.** Cet étalage des souliers c'est pour me permettre d'acheter de la nourriture mais très peu achètent, cela ne roule pas correctement comme avant l'éruption car c'est mon métier habituel de vendre les souliers et les friperies. Nous souffrons ici avec la difficulté d'avoir de l'eau et la braise coûte cher.

**JMB.** Je ne fais rien. Je suis chômeur comme les autres et je me débrouille dans la ville.

**JN.** Ici il n'y a pas de travail et le volcan a encore brûlé ce qui restait, on ne fait rien et on vit au hasard.

**P.** Que pensez-vous de l'avenir de la ville de Goma?

**PM.** Comme ailleurs au monde, on va continuer à vivre et à travailler.

**MM.** Si nous pouvions retrouver notre vie d'antan, on va bien vivre sans problème. J'ai seulement besoin d'un appui pour construire une maison et vivre avec mes enfants qui ont besoin de grandir.

**JMB.** La vie va reprendre et ceux qui ont de l'argent vont bien vivre. Il faut seulement la paix et on va reprendre la vie à Goma.

**JN.** La ville est là, quel avenir voulez-vous lui donner? L'essentiel c'est d'avoir du travail et continuer la vie. A mon sens Goma a son avenir et ce n'est pas nous qui allons le donner et pas même le volcan car il a toujours été là.

*Propos*

*recueillis et traduits par :*

*Léopold Rutinirwa*

*14 et 15 juillet 2002*

### 3.3.2 Interview avec le Chef de la sous-division urbaine de l'Éducation nationale (Sous-Proved) de Goma

*Monsieur Léonard Semahane Kiba, géographe de formation, est le Chef de la sous-division provinciale de l'Éducation nationale pour la ville de Goma. Il est également membre de l'Assemblée provinciale du Nord-Kivu. Il nous parle de l'impact de la catastrophe du 17 janvier sur la vie scolaire de la ville.*

**Pole (P).** Depuis quand êtes-vous à la tête de la sous-division urbaine de l'Éducation nationale à Goma ?

**Léonard Semahane Kiba (LSK).** Je suis là depuis avril 1995, cela fait donc 7 ans.

**P.** Quel est le bilan des dégâts occasionnés par l'éruption du 17 janvier 2002 ?

**LSK.** En gros, 46 écoles ont été calcinées ; cela a mis dehors environ 24 000 élèves sur un total de 64 464.

**P.** Avez-vous une idée du nombre d'enseignants qui ont perdu leur emploi à cette occasion ?

**LSK.** Les 46 écoles comprenaient 539 classes.

**P.** Cela fait donc autant d'enseignants sans emploi au 17 janvier !

**LSK.** Ah non ! Comme ce chiffre inclut aussi des écoles secondaires, le nombre d'enseignants est supérieur à celui des classes.

**P.** C'est donc cette situation que vous retrouvez après le 17 janvier. Quelles sont les difficultés auxquelles vous avez dû faire face pour redémarrer les activités scolaires ?

**LSK.** Les difficultés étaient nombreuses. Nous avons retrouvé un grand nombre d'enfants dans la rue ; la première chose était de trouver des stratégies pour qu'on puisse reprendre l'année scolaire qui venait d'être interrompue. Et pour y arriver nous avons produit ce document « Programme d'urgence dans le secteur de l'éducation nationale » que nous avons distribué aux bailleurs des fonds. Et c'est cet outil qui a motivé les ONG internationales et nationales pour s'impliquer dans la réhabilitation des écoles.

**P.** Vous parlez des stratégies ; parmi celles auxquelles vous avez recouru, on peut citer le regroupement des écoles ?

**LSK.** Absolument ! C'est parmi les stratégies que nous avons prises. Il y avait des écoles qui venaient de brûler par la lave du 17 janvier, mais il y avait aussi d'autres qui avaient été épargnées. Alors, nous avons inventorié les écoles existantes et, par rapport à celles qui venaient de brûler, nous avons trouvé qu'il y avait moyen de faire un regroupement, si l'on ajoutait quelques classes d'urgence. Et nous avons pu quand même caser les enfants tant bien que mal.

**P.** Vous dites vous-même « tant bien que mal ». C'est dire qu'en contournant cette difficulté majeure vous en avez créé d'autres ?

**LSK.** Absolument ! Cela a généré d'autres difficultés. D'abord, les classes devaient être pléthoriques. Si l'on a une école de 6 classes et qu'on doive y ajouter une autre école dedans, vous comprenez que c'était difficile. Nous avons eu le problème des bâtiments, le problème du mobilier ; les manuels, n'en parlons même pas... Ces difficultés, nous avons essayé de les surmonter, mais d'autres demeurent. Le mobilier par exemple : les enfants

sont assis sur des pierres par terre ; ils n'ont pas de manuels. Il y a aussi un problème d'hygiène : si l'on avait des latrines pour 200 élèves et que ces latrines doivent servir pour 500 élèves, vous comprenez...Donc la santé à l'école a été aussi affectée très sérieusement.

**P.** Permettez qu'on fasse un petit pas en arrière ; qu'est-ce qui vous a poussé à organiser hâtivement cette rentrée alors que les difficultés étaient visiblement énormes ?

**LSK.** C'est le souci de continuer et d'achever ce que nous avons commencé, de ne pas nous arrêter en cours de chemin.

**P.** Mais parmi les autres difficultés, occasionnées par la coulée du 17 janvier, il y en a une qui est majeure dans le secteur que vous dirigez. Nous savons tous comment fonctionne le système scolaire au Congo. Tous les frais, y compris les salaires des enseignants, sont pris en charge par les parents d'élèves. Et tout d'un coup, ces « bailleurs » deviennent sinistrés. Comment avez-vous concilié cette difficulté et la nécessité de reprendre ?

**LSK.** En fait c'était très difficile de parler des problèmes de fonds ou d'argent le premier jour. Tout le monde devait être allergique d'abord. Les parents sinistrés, les enseignants sinistrés, les élèves, ainsi de suite. Le problème, nous ne l'avons pas abordé de cette façon-là. Nous nous sommes posé cette question: « Est-ce qu'il y a moyen, dans un premier temps, que les élèves se retrouvent à l'école ? » Le problème de la prime ne devait se poser qu'après. Car avant de poser des problèmes de fonds, il faut d'abord savoir où se trouve l'enfant. Nous avons donc adopté cette méthodologie-là : remettre d'abord les enfants à l'école malgré toutes les difficultés. C'est par la suite que s'est posé le problème de la prime des enseignants. Et là, c'était encore très difficile.

**P.** Comment avez-vous procédé ?

**LSK.** Dans un premier temps nous avons fait un tableau où nous avons inventorié le personnel enseignant pour qu'on puisse poser ce problème à quelqu'un de bonne volonté qui pouvait aider à le résoudre.

**P.** Vous avez dû frapper à différentes portes !

**LSK.** Nous avons frappé aux portes des ONG humanitaires, mais les ONG, selon leur politique, ne sont pas là pour payer les salaires des fonctionnaires.

**P.** Comment ont-ils justifié cette réticence à assister les parents et leurs enfants sinistrés en refusant de payer cette prime des enseignants ?

**LSK.** Ils nous ont dit qu'ils pouvaient bien intervenir, mais pas jusqu'à payer des salaires. C'est une charge exclusive de l'État. Voilà. Ils nous l'ont dit noir sur blanc.

**P.** Et vous êtes revenus vers vos partenaires traditionnels, les parents.

**LSK.** Oui, mais c'était difficile et cela a pris du temps. Nous avons même dû arrêter les cours, il y a eu un mouvement de grève, un mois à peine après la reprise. Les enseignants ont arrêté parce qu'ils ont senti qu'il n'y avait personne pour les prendre en charge. Pendant l'arrêt des cours, nous avons repris contact avec nos partenaires traditionnels, les parents. Avec tous les traumatismes, ça n'a pas été du tout facile ; je crois que cela nous a pris encore un mois. Les parents ont fini par accepter de revenir à l'ancien système ; certains ont même regretté le temps perdu en négociations stériles. Dans un premier temps, les parents ont proposé de payer 50% de ce qu'ils payaient avant le 17 janvier. Cela aussi était irréaliste. Un enseignant du primaire gagnait au maximum 40 dollars par mois avant la catastrophe,

s'il fallait lui remettre 20 dollars en pleine crise, qu'est-ce que ça représentait ? Les parents comme les enseignants ont compris que ça ne valait pas la peine. Alors on est vite revenu à l'ancien taux avec de petites réductions, au maximum autour de 25%.

**P.** Je m'adresse maintenant au parent que vous êtes et non au Sous-Proved. Comment les parents s'y prennent-ils pour supporter cette lourde charge? Comment parvenez-vous à remplacer l'État qui ne paie même pas les fonctionnaires que vous êtes ?

**LSK.** Moi j'ai toujours entendu parler du miracle japonais, du miracle allemand...parce qu'après la guerre le pays a repris. On peut aussi parler de miracle congolais. Il n'y a pas de formule. On n'ose même pas demander comment ça marche. S'il n'y avait pas quelques problèmes de sécurité sur les routes de l'intérieur, les populations de Goma s'en tireraient encore plus facilement. Elles ont déjà mis en place des stratégies pour vivre en se passant de l'État. Et puis l'arrivée des humanitaires a permis la circulation de la monnaie, notamment par la revalorisation du commerce du bois pour la réhabilitation des écoles et la construction des abris provisoires. Certains parents ont pu gagner ainsi de l'argent. Je dois vous dire qu'une planche est allée jusqu'à 3 dollars, alors qu'avant la catastrophe elle coûtait autour d'un dollar.

**P.** L'année vient de se terminer, mais vous parliez tantôt des difficultés telles que le manque de mobilier, l'insalubrité, etc. Quelles sont, globalement, les difficultés que vous devez gérer pour une bonne reprise de l'année scolaire prochaine ?

**LSK.** Je dois d'abord vous dire que des inciviques commencent à détruire les classes provisoires en murs de plastic. C'est devenu des hangars. Si l'on n'y prend pas garde, d'ici à la rentrée des classes, il n'y aura plus rien. Comme les classes seront vides et que nous avons des difficultés à avoir des gardes de nuit, ces inciviques risquent d'accélérer la destruction. S'il y a des ONG qui veulent passer à la seconde phase c'est-à-dire remplacer le plastic par des matériaux durables ou semi-durables, c'est le moment de le faire pendant ces grandes vacances. Il y a aussi le problème d'équipement : équipement en mobilier et en manuels. Là nous ne savons pas ce que l'UNICEF va programmer, peut-être qu'il va aider avec des cahiers ou quoi, je n'en sais rien. Mais il faut vraiment, si on veut nous aider, que d'ici septembre ces écoles aient été construites et qu'on ait un mobilier pour que les enfants puissent s'asseoir correctement.

**P.** Lors d'une réunion au gouvernorat de province, le délégué du Chef de division de l'Éducation a évoqué ce problème de mobilier. Le représentant de l'UNICEF, appuyé par certaines ONG internationales, a affirmé que le blocage se situait dans l'incapacité des ateliers de Goma. Comme la plupart des ateliers ont brûlé et que les rares rescapés sont submergés par les demandes, on ne peut rien faire. Que pensez-vous de cette explication ?

**LSK.** Comme je vous l'ai dit, le peuple congolais, surtout ici à Goma, il sait bien s'organiser et réagir vite face aux difficultés. Allez en ville. Les étrangers ont du mal à comprendre comment la vie a vite repris ; même les menuiseries ont repris, il en a peut-être plus qu'avant le 17 janvier. Et puis, il ne faut pas se limiter à Goma, la vie ne se limite pas à cette ville. A Rutshuru, par exemple, il y a du courant électrique 24 heures sur 24 ; on peut y faire fabriquer des meubles, ce qui contribuerait à appuyer l'économie de cette localité. Et pour les acheminer, on pourrait les transporter en pièces détachées et les monter ici.

**P.** Monsieur le Sous-Proved, vous dites que la vie reprend, mais vous constaterez avec moi que la vie reprend sur le même site. Même les écoles sont reconstruites aux mêmes endroits, c'est notamment le cas pour l'Institut Maendeleo, l'école primaire Karisimbi, et bien d'autres. Est-ce que vous ne croyez pas que cela peut constituer un danger, même à court terme pour ces enfants qui sont en contact permanent avec ces grosses poussières-là ?

**LSK.** Bon ! C'est que je peux vous dire, c'est que l'école c'est la vie et l'école est toujours accompagnée par les habitations des gens. Maintenant voyez par exemple les commerçants, du côté de chez Mvano, ils sont en train de reconstruire, de se réinstaller.

**Intervention Pole:** Sans parler de chez Tout En Est : un îlot dans un océan de lave...

**LSK.** Voilà ! Et tout ce monde s'installe sans la permission de qui que ce soit.

**P..** Cela nous amène au dernier volet de notre entretien. Vous êtes membre de l'Assemblée provinciale et en cette qualité vous êtes de ceux qui doivent décider de l'avenir de cette province et de son chef-lieu. Selon vous, quel est l'avenir de cette ville, franchement !

**LSK.** Cette ville, elle est là. Et l'histoire de ce volcan est vieille. Quand vous lisez l'histoire de ce volcan, vous apprenez que ses éruptions ne datent pas d'hier. Mais comme nous avons vu la dernière en janvier, nous croyons que c'est la fin du monde. Il y a même des gens qui ont envisagé de déplacer Goma. Mais déjà lorsque les autorités ont décidé de créer des sites au niveau de Mugunga et du Lac Vert, la mesure a été impopulaire : la population n'a pas accepté. En fait, dans la culture de cette région des Grands Lacs, on ne quitte pas facilement ses racines. Là où est enterré le grand-père, votre ceci, votre cela...on ne peut pas s'éloigner de ce site-là. C'est là, à mon avis, que se situe la résistance des gens. Sans cette culture, les gens pourraient se diriger vers Masisi et construire de très belles villes sur les flancs des collines. Au lieu de cela, ils se dirigent vers Keshero, Ndosho, Katindo. La ville va vers l'ouest. Est-ce qu'il est exclu que la prochaine coulée se dirige vers là ? Il n'y a qu'à observer ces endroits : il y a plein de fissures. L'avenir, je ne peux pas le prédire. Mais les gens sont là, et ils ne sont pas disposés à se déplacer. Les gens continuent même à quitter leur milieu ( Bukavu, Rutshuru) pour venir s'installer à Goma malgré le danger. C'est pourquoi on est en train de monter des stratégies pour apprendre aux populations comment vivre avec le volcan.

**P..** Et pour un Sous-Proved, c'est quoi « vivre avec le volcan » au niveau scolaire ?

**LSK.** Au niveau scolaire, c'est expliquer aux enfants que le volcan est un phénomène naturel et que ce n'est pas l'unique danger. Si nous avons le volcan, d'autres ont des inondations, des éboulements, etc. Vivre avec le volcan, c'est aussi inviter les spécialistes à se mettre ensemble pour adapter le cours sur les volcans à tous les niveaux, en lui donnant un aspect plus pratique que la théorie qu'on leur enseigne aujourd'hui. Mais il faut aussi apprendre aux enfants les bienfaits du volcan. Le sol volcanique est très fertile, par exemple, ce qui explique aussi pourquoi les gens ne veulent pas quitter cette région.

*Onesphore Sematumba*

*Goma, juillet 2002.*

### 3.4 Le point de vue des humanitaires

3.4.1 *Actions humanitaires et sortie de crise : le dilemme entre la visibilité et la durabilité: interview avec Michel Kassa et Jean-Charles Dupin de OCHA.*

*Le 31 juillet 2002, nous avons eu une entrevue à Goma avec Michel Kassa, représentant OCHA-Nations Unies pour la RDC et Jean-Charles Dupin qui représente la même organisation à l'Est de la RDC. L'équipe Pole Institute était constituée de Aloys Tegera, Onesphore Sematumba et Christiane Kayser.*

**Pole (P):** Comme vous le savez, nous avons été extrêmement critiqués par rapport au travail des organismes des Nations Unies ici au Congo en général, et lors de l'éruption du volcan Nyiragongo en janvier 2002 en particulier. En même temps, nous nous sommes efforcés de contribuer à améliorer la communication et le dialogue entre les organismes locaux et les organisations internationales. Le petit comité ad hoc qui organisait l'échange d'informations en janvier et février 2002 à Goma constitué par Michel Kassa pour les internationaux, Aloys Tegera pour les organismes non gouvernementaux locaux et Me Mudumbi pour les autorités politiques, a ainsi eu des résultats palpables. Alors aujourd'hui nous voulons continuer et approfondir ce dialogue critique entre nous. Pouvez-vous nous dire où en est la Communauté Internationale aujourd'hui par rapport à la catastrophe naturelle du Nyiragongo et à ses effets sur la population? En janvier et février beaucoup de missions sont passées et ont fait des promesses. Qu'est-ce qui a pu être réalisé?

**Michel Kassa (MK):** La phase proprement humanitaire pour éviter le plus possible que les gens meurent a été accomplie je dirais globalement de façon correcte dans les premières semaines après l'éruption. La plupart des attentes humanitaires (eau, santé, nourriture) concernent les dix premiers jours. Or, au-delà de cela nous pouvons constater que le Congo n'est pas le pays le moins nanti en ressources naturelles. Il n'y avait donc pas d'instances de mortalité ou de famine contrairement à ce qui aurait pu se passer dans d'autres pays du monde moins bien dotés que celui-ci. Donc dans ce contexte il faut constater que le taux de mortalité a été le plus bas possible. Il faut souligner que nous avons pu bénéficier heureusement du fait que une ONG allemande que je dois singulariser ici de ce point de vue là, Agro Action Allemande, non seulement était sur place, mais s'était déjà lancée dans du post-humanitaire, dans des activités de transition plus durables, dont la réhabilitation des routes. Ils ont donc pu agir extrêmement rapidement dans ces domaines dans la ville sinistrée grâce à l'équipement dont ils disposaient sur place. Cela n'aurait pas été possible avec des acteurs humanitaires au sens stricte. Une autre chance c'est l'expérience d'une décennie dans ce seul endroit du pays d'une bonne gestion des médicaments par une ONG ex-internationale qui aujourd'hui est „nationalisée“, ASRAMES et qui est devenue une partie du patrimoine sanitaire local. Un des grands risques en janvier était la gestion de la bonne volonté et de la générosité des différents donateurs internationaux. La plupart ont voulu s'exprimer de la façon la plus visible, par des plastics sheetings, distribution de nourritures. Mais très vite ce n'étaient plus les choses vraiment nécessaires. Les sinistrés attendaient des actions plus durables, mais dans ce domaine depuis dix ans les financements sont taris, l'intérêt est devenu moindre. Malheureusement, les bailleurs sont moins intéressés à ce qu'une activité de micro-crédit reprenne que d'apporter dans les premières heures les secours qui sauvent. Il faut dire aussi que les activités plus durables doivent nécessairement se faire par des acteurs locaux et c'est pour cela que la coopération entre acteurs locaux et internationaux à laquelle vous avez fait allusion nous paraît essentielle. Nous sommes tous en train de tâtonner et de chercher un chemin pour faire avancer les choses. De ce point de vue là, la crise du Nyiragongo a été une bonne occasion de se faire se rapprocher des mondes qui au mieux ne se connaissent pas et au pire s'ignorent volontairement: le monde des ONG et institutions internationales d'un côté, et de structures nées depuis au moins une

douzaine d'années de développement autogéré, de balbutiement de la société civile dès les années 1985 et qui depuis ont vu une déferlante largement liée à la crise rwandaise et burundaise, aggravée par la désintégration des structures étatiques. Tout cela ensemble fait qu'il y a un embargo financier de fait depuis au moins dix ans qui ne s'estompe qu'à l'ouest du pays et n'a aucun effet visible ici encore. D'autre part les financements du panier humanitaire ne se déversent qu'à travers des filtres que sont les ONG internationales. C'est lié aux pratiques internationales dans ce domaine-là, au réseau familial entre les donateurs et les ONG internationales, à l'expérience et la compétence de ces ONG, mais également à la mauvaise réputation des structures locales d'abord étatiques ensuite aussi non-gouvernementales qui s'est installée et a perduré toutes ces années. Ce qui fait qu'aujourd'hui ceux qui veulent aller contre cela, ils doivent ramer à contre-courant.

**P.** Est-ce que la timide expérience que nous avons faite lors de la crise du Nyiragongo peut être continuée ou renforcée au vu du fait qu'il y a des ignorances, des préjugés, des problèmes bureaucratiques, mais aussi des antagonismes et des intérêts divergents entre les deux mondes?

**Jean-Charles Dupin (J-CD):** Lors de l'état d'urgence nous avons fait des efforts dans ce sens pour associer les organismes locaux. Mais il y a plein de difficultés comme nous avons pris le train en marche et qu'il n'y a pas eu de bases véritables ni de préparation. Pendant la crise du Nyiragongo, les organisations locales ont été plus ou moins traitées comme des agences d'exécution, des sous-traitants des agences internationales. Il n'existait pas de protocole de collaboration. On ne peut vraiment pas parler encore de partenariat. Mais nous devons y travailler. Nous avons payé les ressources humaines que les organismes locaux mettaient à disposition, mais nous n'avons rien fait pour renforcer ces structures mêmes et les rendre plus viables et plus performantes, faire du renforcement des capacités organisationnelles. Nous avons donc à tirer des leçons de cela. Les organismes humanitaires ne peuvent pas tout faire tout seul et les polémiques et excitations autour de l'identification des bénéficiaires de l'aide humanitaire montrent bien, combien elles peuvent et doivent apprendre encore. Nous pensons à favoriser la mise en place de réseaux de coopération entre les agences internationales et les acteurs locaux. L'objectif en serait d'aboutir à des projets communautaires.

**MK.** L'organisation qui devrait y jouer un rôle important de notre côté, c'est le PNUD, mais il est vrai qu'il a un fonctionnement mal adapté aux crises qui exigent de la flexibilité et de la planification à courte durée. Cependant, je sais qu'aujourd'hui le coordinateur humanitaire du PNUD veut travailler à cela et notamment à un rapprochement avec le travail d'OCHA.

Le travail que nous avons fait par rapport à la facilitation des examens d'État de fin de l'école secondaire en jouant le relais entre ici et Kinshasa, le travail de désenclavement qui se concrétise notamment avec l'ouverture du fleuve Congo et notre arrivée il y a quelques semaines à Kisangani – malheureusement dans un contexte très difficile - sur la barge qui ouvre ce chemin, tout cela va dans cette direction. Depuis quelques mois nous essayons de lancer des réflexions sur comment réduire la distance entre d'un côté une volonté certaine de notre part à renforcer la capacité locale à répondre aux crises et à gérer les démarches de sortie de crise, et un mode de déblocage, de suivi et de contrôle des financements régi par des règles de **méfiance**. Cela donne partout, y compris dans le reste de l'Afrique, mais aussi en Europe et en Asie par exemple, une sorte d'excroissance des structures de financement. Les représentants des structures de financement sont sur le terrain et vérifient jusque dans le détail. Cela change les approches d'année en année. Cette année on peut dire qu'il y a une balance fortement en faveur des ONG internationales et au détriment des Nations Unies, parce que ces ONG sont considérées plus capables d'aller sur le terrain, ce qui est vrai dans beaucoup de cas. En janvier 2002, nous avons pu entrer en dialogue avec ces ONG internationales. Elles sont spécialisées sur des domaines spécifiques au-delà desquels elles ne veulent et ne peuvent pas aller, elles ne peuvent pas s'engager sur la durée, ne sachant pas s'il y aura des financements, elles ne sont pas actives dans le

renforcement de capacités hors des techniques de leur domaine, elles n'ont pas vocation à remplacer un État. Nous comprenons que cela est difficile à accepter pour ceux sur place qui souhaiteraient une présence plus pérenne ou alors une substitution par des organismes locaux durables. Essayons chacun de son côté à travailler ensemble dans cette situation difficile. Nous avons veillé à ce qu'il y ait des représentants de la société civile au sens large dans toutes les commissions sectorielles que nous avons mises en place après la catastrophe. OCHA et la Coopération suisse étaient cependant les seuls à soutenir financièrement le fonctionnement de cela. Ceci dit, l'objectif n'était pas de mettre en place des commissions durables. Nous préférons aujourd'hui mettre en place des petites cellules de réflexion autour de cela. Il y en a une à Kinshasa, à Bukavu on commence avec Diobass et autres... Il est plus facile de trouver des fonds pour cela quand il s'agit d'organismes éphémères, comme le comité de crise Nyiragongo et autres. Si c'est durable, l'engrenage financier est un grand problème. Il y a des pressions de la part des bailleurs mais aussi de certaines personnes d'importance sur ces structures.

**P.** Aujourd'hui nous constatons que souvent les structures qui travaillent avec ou plutôt pour vous et d'autres, se retrouvent souvent affaiblies et vidées. En donnant de l'argent, on peut phagocyter l'organisme en face. Est-ce qu'il ne faut pas faire une différence nette entre d'un côté tout ce que Jean-Charles appelait logique de sous-traitance, et d'un autre côté un processus d'accompagnement plus difficile et complexe de structures qui auraient non seulement des capacités, mais aussi une certaine représentativité et un ancrage dans la société? Cela présupposerait qu'on a des critères de distinction et aussi que l'on définit clairement les intérêts et les avantages de part et d'autre pour aboutir à de vrais partenariats. Dans une zone comme celle-ci où il n'y a pas d'État, il y a quand-même besoin de structures pérennes, gouvernementales et non-gouvernementales, administratives ou autres. Comment peut-on y contribuer, ne serait-ce que modestement?

**MK.** Le mandat essentiel, notamment du PNUD, est le renforcement des capacités nationales et locales. Je pense que dans ce contexte qu'il faut qu'on prenne quelques risques, qu'on fasse plus que tâtonner, en établissant des passerelles avec des plate-formes locale et régionales. Je crois beaucoup aux mécanismes d'action autour d'une activité particulière. Depuis une semaine nous essayons une intervention sur le littoral du Sud-Kivu, Fizi, Baraka, Uvira, et sur les Moyens et Hauts Plateaux qui entre dans cette logique. Nous travaillons pour cela avec une série d'associations et de plate-formes de ces zones: femmes, communautés ethniques. Nous avons discuté ensemble du choix des sites d'accueil pour les personnes déplacées par les récents combats dans ces zones. Ce n'était pas un jeu: nos propositions ont été remaniées dans la transparence. Les critères étaient partagés par tous: il fallait des sites centraux pour toutes les communautés: Fizi et Baraka pour en bas, Kabara pour en haut. Nous faisons cela ensemble avec les plate-formes communautaires, les réseaux de femmes, les ONG nationales et internationales. On lance des ballons d'essai...

**P.** Est-ce qu'on a une estimation des fonds qui ont été dépensés par les Nations Unies dans le cadre de la catastrophe du Nyiragongo?

**J-CD.** On s'entend sur un chiffre approximatif de 30 Millions de USDollars.

**MK.** Entre 20 et 30 millions de dollars: surtout de biens humanitaires, mais le gros morceau c'est les frais logistiques, transports, etc. La MONUC a fait l'effort unique depuis le début de sa présence ici d'autofinancer un mouvement aérien entre Kinshasa et Kigali pour favoriser l'acheminement des vivres et de certaines ressources humaines, alors qu'ils n'ont pas de budget pour l'aide humanitaire. Ils nous ont par contre facturé le transport des dons japonais et des dons du gouvernement de Kinshasa.

**P.** La phase humanitaire est terminée. Mais il y a encore un grand nombre de sans logis et de déplacés. Il y a des camps, comme celui de l'ESCO où les gens croupissent dans des conditions extrêmement difficiles. Quel est votre rôle par rapport à cela?

**J-CD.** La phase humanitaire d'urgence est terminée, cela veut dire qu'il ne s'agit plus de sauver des vies devant une catastrophe immédiate et le danger des épidémies. Maintenant d'autres acteurs jouent un rôle prépondérant pour la reconstruction de la ville et des habitations. Nous sommes conscients que des tas de gens sont encore en détresse. Il y a 9.000 maisons qui ont été réhabilitées par des apports de tôles et autres. Aujourd'hui il y aurait 15.000 familles qui seraient sans abris selon les chiffres officiels. Pour aider les gens aujourd'hui mon appréciation personnelle est qu'il faudrait en premier lieu lancer ou appuyer des programmes de micro-crédit. Par cela les groupes d'artisans et de commerçants pourraient être appuyés et ce serait plus utile que de faire du saupoudrage. Avant la catastrophe les autorités nous avaient donné le chiffre de 17.000 familles de déplacés des zones rurales. Ce sont leurs chiffres. Ils souhaitent que ceux-là soient réinstallés dans leurs communes d'origine dès qu'il y a la sécurité. A cela s'ajoutent les déplacés du Nyiragongo. C'est une situation très complexe et il n'y a toujours pas de plan de reconstruction. On nous demande d'amener de l'eau, là où des gens se sont réinstallés un peu loin du lac. Mais nous ne pouvons que fournir des services comme cela pour des installations de très courte durée. S'il y a même une petite durabilité, ce sont les services de l'eau qui doivent s'y mettre. Nous avons des réunions hebdomadaires avec le conseiller du gouverneur et nous échangeons les informations et signalons les problèmes, les décisions de reconstruction et de développement doivent être prises par les autorités. Et cela n'a pas encore été fait. Notre travail est d'attirer leur attention sur les problèmes que nous voyons. La responsabilité demeure entre leurs mains.

**MK:** Souvent nous sommes aussi mis devant des faits accomplis. Le camp de l'ESCO est aujourd'hui bourré de personnes. Nous avons d'ailleurs avisé depuis longtemps que ce site n'est pas approprié. Il y a des gaz toxiques. Que se soient les autorités ou les bailleurs, souvent on attend des choses de nous, que nous ne pouvons pas réaliser. Il y a du côté des bailleurs aussi parfois un manque de connaissance du terrain et de relativisation des choses. Du point de vue humanitaire, la situation à Goma n'est en rien comparable aux situations désastreuses de Manono, de Shabunda, de Bunia ou de Fataki, pour ne citer que ces exemples. Il faut mettre en perspective les ressources disponibles par rapport aux besoins, selon une échelle de vulnérabilité. Les yeux fermés je peux vous dire que la vulnérabilité la plus extrême on la trouve dans le monde rural, dans ce monde rural qui est méprisé par tous depuis des décennies et des siècles. L'extorsion des paysans par une autorité quelconque depuis des décennies se double aujourd'hui d'une violence armée effroyable. Une bataille inconnue des médias et de l'opinion nationale occasionne des déplacements de plusieurs milliers de personnes. Nous commençons à peine à avoir les moyens de recenser tous ces mouvements. On ne répond qu'à un dixième des crises qui se présentent chaque semaine à tel ou tel endroit du pays. N'oublions pas non plus que le Congo est un des pays les plus chers au monde, du point de vue logistique: un territoire énorme pour une population en crise très dispersée. On ne peut pas comparer avec la Sierra Leone qui a une façade maritime, avec le Kosovo qui est minuscule avec de belles autoroutes, etc. Ce pays est au centre du continent, avec des forêts denses au milieu et les séquelles d'une gouvernance qui avait refusé les routes. On se retrouve avec des plans d'action pour le Congo qui ne sont pas finançables du point de vue des bailleurs pour des raisons financières et géostratégiques. Nous tablons sur les vraies réponses à la crise: la réouverture du trafic du fleuve, la remise sur rails du trafic ferroviaire entre Lubumbashi, Kindu, Kalemie... Les activités humanitaires ne touchent qu'une population minime. Il s'agit de trouver des réponses autres. L'insécurité est le vrai problème. Les gens nous demandent de les aider à refaire la route pour pouvoir s'en sortir eux-mêmes avec le commerce et l'agriculture. Nous croyons dur comme fer à la mise en place de fonds de micro-crédits et de fonds de réhabilitation des infrastructures de communication. Ceci est le genre de pays qui dispose alors des moyens pour s'en sortir.

**P.** Nous vous remercions pour cette entrevue et nous sommes sûrs que le dialogue critique entre nous va continuer.

*Aloys Tegera  
Onesphore Sematumba  
Christiane Kayser*

*31 juillet 2002*

### *3.4.2 Léopold Rutinagirwa, sinistré et humanitaire, se rappelle...*

#### *La longue marche de Goma à Rugerero au Rwanda: de 18 heures à 2 heures du matin.*

Confusion totale. Les populations vont dans tous les sens: nord-sud, est-ouest et personne pour leur souffler la bonne direction, c'est le bon sens de chacun qui importe! Comme tout le monde, nous avons commencé la marche vers l'inconnu et sommes allés en file indienne sur un itinéraire fixé au hasard. Tous allaient dans le sens de Goma vers Gisenyi en passant par la grande barrière de la Corniche. Nous avons alors marché pendant de longues heures en colonnes, avec des klaxons des véhicules, des cris des enfants et parents qui s'étaient faussé compagnie et qui se recherchaient dans cet embouteillage indescriptible. Il est deux heures du matin, nous sommes à bout de force. On envahit une parcelle où plus de 55 personnes se mettent sur la pelouse et s'allongent pour dormir : enfants, parents, jeunes et vieux, sans distinction. D'autres sont restés plus loin car essoufflés déjà et certains autres vaillants ont continué sur Nyundo, Nkamira, Mudende et Ruhengeri.

#### *L'accueil des amis, une chaleur de vie et des signes de sympathie.*

La chaleur, l'horreur, la fatigue et l'incertitude des lendemains pour la destination à prendre, nous ont rendu indécis pendant plusieurs heures et les enfants posaient déjà des questions sur la direction que nous prenions et on n'osait pas répondre. Une longue marche en famille avec des milliers des compatriotes venant de Goma nous a conduits vers Nyundo. La peur d'affronter des hors la loi sur le virage en dessous de l'usine à thé de PFUNDA vers une heure du matin et la fatigue nous obligeront de nous arrêter et de camper avec les autres sinistrés. Le lendemain, la souffrance commence par un manque d'eau et nous allons jusqu'à chercher de l'eau dans la ville de Gisenyi où tout était sec. Au Café du Lac ( 12 kms du lieu de notre site de RUGERERO), Françoise nous a donné un bidon de sauvetage de 3 litres d'eau à amener aux enfants, mais durant la longue marche, nous avons eu à boire le contenu aux 2/3 et heureusement que l'ELECTROGAZ venait d'ouvrir un site de puisage pour les sinistrés qui étaient aux abords du Collège INYEMERAMIHIGO de RUGERERO ; on a eu donc accès à l'eau! Le même jour, au cours des va-et-vient interminables, un responsable de la Croix Rouge du Rwanda de ce secteur ( M. Bonaventure) décide de nous loger chez lui en famille, on y rencontre 12 autres ménages des sinistrés avec enfants et vieillards malades. La famille prend soin de tous sans distinction et nous la quitterons bien malgré nous le lundi 21 janvier.

Ce jour du lundi, nous sommes invités à venir rester chez notre vieille connaissance des années 1994 ( Anselme du BAIR ) qui nous gardera correctement pendant 10 jours avant notre décision de regagner Goma.

#### *Les nouvelles des désastres sur la ville ( kilio cha wengi ni harus!)*

Un jour de promenade le samedi. La rencontre avec le Mwami Roger BASHALI NSII a aussi été un vrai réconfort car le jeune chef de collectivité, avec une grande sagesse, nous a fait deux adages. Le premier dit : « Un malheur qui s'abat sur plusieurs victimes à la fois est une occasion de fête à l'instar d'un mariage ». Et le second : « Faire longtemps sur son lit n'implique pas nécessairement la naissance des jumeaux ». Plusieurs personnes ont souffert d'avoir perdu leur fortune et pour notre cas aussi, seul le soutien des amis nous a évité de craquer. Le conseiller de secteur à RUGERERO nous a comparés à la femme de Loth de la Bible qui était devenue une colline de sel pour seulement avoir eu du mal à quitter son terroir.

#### *La mise en place du Comité de Crise Nyiragongo 2002 ( CCN 2002): expérience d'un sinistré assisté ou d'un assistant sinistré.*

C'est le samedi 19 janvier que j'ai été désigné comme coordinateur de cette commission avec tout le stress en moi. La grande question pour moi c'est comment on peut travailler tout en ne sachant pas où dormir et en laissant ma famille dans un ménage d'accueil sans pouvoir participer à l'achat de la nourriture. En tant que chevronné des urgences, je me suis tout de suite retrouvé dans un cercle de réflexion à rédiger des propositions d'assistance et des alertes à la rescousse de la population de Goma. Le 19 janvier, au café du lac de Gisenyi, on tient la seconde réunion entre 15 heures 30 et 17 heures 30 pour mettre au point le travail du comité en demandant aux participants de se classer dans une des commissions où ils sont actifs et on prend rendez-vous pour le lundi 21 janvier avec les autres forces civiles de Goma. Entre temps la coopération suisse / aide humanitaire se mobilise et les dossiers d'aide humanitaire et d'appui institutionnel sont montés à partir des éléments de la concertation de ce samedi. Durant le temps de travail comme coordonnateur du CCN2002, j'ai été aux côtés d'un conseiller, Marcel Jacot Descombe, avec qui on a monté le travail et qui avait pour seule logique un travail dans la transparence et l'honnêteté! (*Goma hakuna shamba!*).

La coordination du CCN 2002 un calvaire!

Cette structure a été montée par certains acteurs de la société civile de Goma en fuite sur la ville voisine de Gisenyi. Ils se sont retrouvés en catastrophe et ont réfléchi sur la structure à mettre en place pour répondre aux besoins urgents du moment : le CCN 2002 est créé. Le comité avait pour objectif de contribuer à la réalisation des programmes et actions humanitaires en faveur des populations sinistrées. Et comme objectifs spécifiques, le comité avait à :

- Mobiliser les ressources nécessaires et suffisantes pour couvrir les besoins en alimentation et soins de santé des populations en fuite.
- Informer de la façon la plus objective possible sur les faits vécus.
- Contribuer à l'identification des véritables sinistrés du volcan en vue de leur apporter une assistance conséquente.
- Garder un contact ferme avec les autres intervenants tels les agences humanitaires en vue de mener des actions concertées et synergiques.
- Organiser la distribution des biens alimentaires et non alimentaires collectés en faveur des personnes sinistrées.
- Assurer le suivi des actions du comité et des commissions ad hoc montées pour le travail.

Le CCN 2002 avait cinq commissions de travail:

- 1) La commission de l'information.
- 2) La commission de la logistique.
- 3) La commission de nutrition.
- 4) La commission des sites abris et réhabilitation.
- 5) La commission santé.

Une coordination et un comité directeur.

*Appels au secours des populations de Goma et mobilisation de l'assistance.*

Cette tâche dévolue au CCN 2002 a été faite et des réponses spontanées sont arrivées comme celle des Médecins de secours allemands (CAPANAMUR), de l'Ambassade des Pays Bas au Rwanda, de la Coopération Suisse, des agences de l'ONU et d'autres. Comme c'était pour la première fois que les organisations locales se retrouvaient ensemble pour un travail concerté de grande envergure, la coordination n'a pas du tout été facile ; plusieurs imperfections se sont révélées et on a eu l'occasion de découvrir qui travaille pour un idéal communautaire et qui sont les dinosaures qui bouffent les efforts des autres et prétendent le faire dans les ONGD pour la population encadrée. Loin de vouloir critiquer certains acteurs civils, le travail de coordonner ces efforts ne s'est pas du tout avéré facile car le coordinateur a connu des embûches et a été taxé de ne pas être à la hauteur simplement parce qu'il n'allégeait pas la tâche à ceux qui souhaitaient consommer les fonds destinés à

l'action communautaire. La catastrophe du Nyiragongo a été aussi une occasion de mettre au grand jour les ambitions politiques des acteurs civils qui ont trouvé une opportunité de se taxer mutuellement de pro-cesti et pro-cela ! C'est ainsi que le « CCN 2002 » a d'abord été qualifié de « Comité de Gisenyi ».

Malgré les difficultés, il y a eu du travail fait ensemble et avec satisfaction dans une synergie la plus cohérente possible. Les commissions ont fait un travail de titan malgré les divergences de vue des animateurs qui au fil du temps avaient compris que la catastrophe concernait la ville et non des individus qu'eux considéraient comme « cibles ». Les activités de réhabilitation, la circulation de l'information et la participation aux concertations avec les autres comités, pour ne citer que ces exemples, ont bien marché.

Le positif c'est l'existence de ces organisations, la spontanéité à agir pour sauver les vies humaines et travailler ensemble pour servir un idéal commun. Aussi, faut-il faire remarquer que ce n'est toujours pas évident de converger vers un idéal commun étant donné les différences de niveau d'expérience, de ressources, de moyens et de personnalité des animateurs de l'une ou l'autre organisation que la catastrophe a appelés à un travail collectif.

Pour compatir avec leurs sœurs et frères de Goma, les organisations civiles de la sous région (Société Civile du Sud-Kivu, BAIR/Rwanda, DUTERIMBERE, LDGL, COCAFEM...) se sont mobilisées et leur ont apporté un soutien conséquent tant moral que matériel. Toutes ces forces ont donné du leur, en vue d'amener celles de Goma à avoir un moral haut et intervenir efficacement dans l'assistance humanitaire aux sinistrés de la ville.

Désigné par les membres présents à la réunion du vendredi 18 janvier 02 en raison de mes aptitudes et connaissances en gestion des urgences, j'avais accepté d'assurer cette charge en dépit de mon sinistre. Nous venions de perdre notre domicile et tous les biens acquis pendant seize années de travail ardu et même les titres académiques et scolaires de tout le foyer ont brûlé. Quoi de plus grave que d'exister uniquement grâce aux témoignages des amis. En cours d'exercice des fonctions de coordinateur, je me suis rendu compte que j'étais loin de pouvoir agir dans la sérénité. Juste à l'annonce du financement par la Suisse du plan d'urgence et d'appui institutionnel accordé au CCN 2002, on s'est attiré plus d'ennuis que de plaisir à travailler avec les amis ; nous avons reçu des leçons de gestion de tout un chacun et cette école devenait de moins en moins sécurisante moralement pour un sinistré traumatisé. Cette inquiétude morale m'a amené à décider de quitter, de ne pas me souiller et de garder un regard extérieur et efficace par rapport au travail du comité de crise Nyiragongo 2002 comme conseiller.

La tâche de conseiller n'est pas facile non plus. A l'écart de la gestion et proche du conseiller suisse affecté au projet, tous les acteurs se reprochant quelque chose estimaient que je devais être le colporteur des informations et de ce fait l'individu à éviter le plus possible ; mais isoler un sinistré c'est lui créer encore plus de peine car il doit refaire une partie de sa vie seul et sans appui de ses amis d'hier. Ceci ne m'a pas empêché de participer à la planification des travaux, leur accompagnement et leur exécution en faveur des populations sinistrées de Goma jusqu'au terme du projet en mai 2002.

Comme les autres animateurs permanents du comité, j'avais exigé que le coordinateur ait une prime de survie de 5 \$ US chaque jour. Après la clôture du projet, j'ai aussi reçu 30 tôles ondulées comme les autres sinistrés des organisations membres qui ont piloté le programme en faveur des sinistrés de Goma de janvier à fin avril 2002.

*Léopold Rutinirwa*

*août 2002*

### 3.5 Le point de vue des scientifiques

#### 3.5.1 Vivre avec un volcan, c'est vivre dans l'incertitude : Entretien avec le chercheur volcanologue Wafula

*Dieudonné Wafula est chercheur au Centre de recherche en sciences naturelles de Lwiro. Il est attaché à l'Observatoire volcanologique de Goma où, avec ses collègues nationaux et internationaux, ils surveillent les volcans actifs de Nyiragongo et Nyamulagira, de la chaîne des Virunga. Pole Institute l'a reçu fin juillet 2002 pour un entretien sur la vie avec nos bouillants voisins. L'équipe Pole était composée de Aloys Tegera, Léopold Rutinirwa et Onesphore Sematumba.*

**Pole (P)** : Cette semaine il y avait une panique à Goma, notamment à l'occasion de la dernière éruption ; lorsque les gens ont vu la lueur rougeoyante au-dessus des volcans la nuit, il y a eu un mouvement de panique. La mémoire collective est encore fraîche : ils se sont dit que le Nyiragongo était de nouveau en éruption. Qu'est-ce qui s'est passé au juste ?

**Wafula (W)** : Il ne s'agissait pas de l'éruption du Nyiragongo, c'était le Nyamulagira. C'est le voisin du Nyiragongo, à environ 13 kilomètres au nord ouest ; le Nyamulagira est donc à 25 kilomètres de la ville de Goma. C'est ce volcan qui est entré en éruption le 25 juillet vers 18 heures 51 minutes.

**P.** Quel est l'impact de cette éruption sur les populations de Goma et sur les populations de la région en général ?

**W.** Il n'y a pas d'effet direct du volcan Nyamulagira sur la ville de Goma. Je veux dire qu'aucune coulée de lave ne menacerait Goma à partir de cette éruption, étant donné qu'entre la ville de Goma et le Nyamulagira, il y a l'écran du Nyiragongo. Le Nyiragongo n'est donc pas toujours un mauvais voisin : plus d'une fois, il nous a protégés contre les menaces du Nyamulagira.

**P.** Le Nyamulagira qui est plus souvent en éruption que le Nyiragongo...

**W.** Exactement ! Pour le moment la fréquence éruptive du Nyamulagira est d'une année.

**P.** Pouvez-vous expliquer en quoi le Nyiragongo protège Goma des menaces du Nyamulagira ?

**W.** Le Nyiragongo constitue un écran entre Goma et l'autre volcan, c'est-à-dire que quand une coulée du Nyamulagira se dirige vers le sud, elle est déviée par l'obstacle du Nyiragongo.

**P.** Donc le Nyiragongo qui est très méchant nous protège contre le Nyamulagira qui est très nerveux !

**W.** Exact.

**P.** Vous venez de dire que les cratères de ces 2 volcans ne sont distants que de 13 kilomètres. Est-ce que ces volcans fonctionnent selon le système des vases communicants ? Ou alors il s'agit de deux réalités différentes ?

**W.** Il s'agit de deux réalités différentes dans ce sens que chacun de ces volcans possède son propre réservoir de magma et que ces deux réservoirs ne sont pas en contact. Mais la lave de ces deux volcans est semblable : il s'agit du basalte. Le basalte, c'est la lave fluide,

qui peut couler comme de l'eau, capable de développer de grandes vitesses. C'est ainsi que lors de l'éruption du Nyiragongo de 1977, la lave a coulé même jusqu'à une vitesse de plus de 40 kilomètres à l'heure. Et dans le cas du Nyiragongo comme celui du Nyamulagira, en première phase d'une éruption, la lave va vite. À cause de cette lave fluide, ces deux volcans ne sont pas de type explosif.

**P.** C'est quoi un volcan de type explosif ?

**W.** C'est celui dont la lave est visqueuse. Avant l'éruption, la pression est très forte. C'est cette forte pression qui projette le couvercle, constitué essentiellement de roches. Cela cause d'énormes dégâts dans toutes les directions. Il y a d'autres points communs entre les deux volcans, Nyiragongo et Nyamulagira. Ils appartiennent au « Rift Valley » et sont reliés par une fissure.

**P.** Ce qui veut dire donc que la lave peut passer de l'un à l'autre ?

**W.** Non ! La fissure c'est juste une zone de faiblesse. Cela veut dire que si l'éruption d'un des volcans a lieu dans cette fissure, la lave peut se propager dans toute la longueur de la fissure, sans pour autant atteindre le réservoir de l'autre.

**P.** Nous, qui ne sommes pas de votre domaine, nous croyons que tout le magma se rencontre quelque part dans le sous-sol au centre de la terre ; mais voilà que vous nous dites que deux réservoirs distants de 13 kilomètres ne communiquent pas entre eux ; comment expliquez-vous cela ?

**W.** Cela s'explique par le fait que ces volcans se sont développés à des moments différents. Il est possible que le Nyamulagira soit plus vieux que le Nyiragongo. Les deux volcans ont le même mécanisme de génération de magma ; c'est ainsi qu'ils ont le même type de lave : le basalte. Mais en détail, si on voit la composition chimique de la lave, on trouve des différences. Il y a une autre théorie qui se développe selon laquelle le Nyiragongo serait un volcan à point chaud, ce qu'on appelle « hot spot ». C'est-à-dire que la lave proviendrait de la partie centrale de la Terre, du noyau. L'une des caractéristiques de ce type de volcans est l'existence d'un lac de lave; or il a existé un lac de lave dans le Nyamulagira, est-ce qu'il s'agit là d'un hot spot ? On ne sait pas encore.

**P.** Quel est l'état actuel de l'activité du Nyiragongo ?

**W.** On a dit beaucoup de choses à propos du Nyiragongo ; certains prétendaient même que 48 heures après le Nyamulagira, ça serait le tour du Nyiragongo. En fait depuis le mois d'avril, deux chocs ont été ressentis au niveau du Nyiragongo. Lorsque les deux chocs ont été ressentis, notre équipe a escaladé le volcan le lendemain matin. Au niveau du cratère, ils ont trouvé de la lave fraîche, alors qu'après l'éruption il n'y avait aucune trace de lave. Donc il y avait eu une petite montée de la lave. Vous pouvez penser que c'est un mauvais signe ; mais pour nous, c'est un bon signe. Cela confirmait nos hypothèses : la prochaine éruption du Nyiragongo, ça sera dans le cratère, il s'agira d'une éruption intra-cratérienne. La lave sera donc emprisonnée dans le cratère. Beaucoup de gens disaient que comme il y a beaucoup de fissures dans la ville de Goma, l'éruption peut surgir n'importe quand, n'importe où, même dans une maison ! Qu'est-ce qu'on n'a pas dit ! Moi j'étais contre cette hypothèse. C'est vrai que lors de l'éruption de janvier, il y a eu beaucoup d'explosions à travers la ville de ce côté-ci, vers le gouvernorat, à Birere, etc. Ces explosions étaient dues au gaz méthane. D'où provient le gaz méthane ? Vous voyez que nous sommes sur de vieilles coulées de lave. Ces coulées de lave ont emporté des arbres, des feuilles, etc., qui sont enfouis dans le sol. Ces arbres qui sont emprisonnés dans le sous-sol, en pourrissant, ils ont produit du gaz méthane. Et ce gaz est resté emprisonné pendant longtemps. Avec la récente éruption et tout ce qu'il y avait comme secousses, ces poches de gaz ont fini par céder ;

c'est comme ça qu'il y a eu toutes ces explosions. Et la plupart des fissures qu'on a observées dans la ville étaient dues à ça. Les gens ont même dit qu'il y a eu sortie de la lave au cœur même de la ville. Non, aucune lave n'est sortie dans la ville ! La dernière sortie de lave, c'était à Monigi. Ce qu'il faut remarquer, c'est que la lave présente différentes formes. Il y a des blocs en désordre, qu'on appelle « lave AA », il y a la lave « PAOWE », c'est la lave lisse qui se présente comme un pavement. Les gens disaient que la lave était sortie par les points où prédominait la lave lisse. Non ! Non ! C'était seulement la lave chaude, qui avait déjà dégagé le gaz, qui a coulé en dessous des blocs pour sortir à ces endroits ! Elle est venue de loin, en tunnel.

**P.** Au niveau de l'ex-gendarmerie, chez « Tout en est », on voit des affaissements, des dénivellements bizarres ; c'est dû à quoi ?

**W.** Il pourrait s'agir d'une poche de lave encore très chaude qui, avec sa pression, a soutenu le bloc au-dessus ; au fur et à mesure que le temps passe, la lave se refroidit et le volume, tout comme la pression, diminuent ; d'où cet affaissement. Il y a aussi ces cassures qu'on remarque sur la lave fraîche. C'est que, à ces endroits aussi, le bloc était soutenu par une poche de lave chaude ; dès qu'elle refroidit, il y a affaissement et le bloc au-dessus se casse, ouvrant parfois des fissures de plusieurs mètres. Parfois cette pression souterraine soulève des blocs et en fait de petites collines ; il y en avait au Nyamulagira : on l'appelait « la Dent du diable ».

**P.** Revenons à ce qui s'est passé le 17 janvier avec l'éruption du Nyiragongo. Dans la matinée, le lac de lave s'est vidé ; le soir, il y a eu une poussée vers le bas. Est-ce que maintenant on peut dire que le Nyiragongo n'est plus à plus de 10 kilomètres de Goma et que les cônes de Joli Bois et de Monigi constituent les points de Nyiragongo les plus proches de Goma ? Autrement dit, peut-on dire que le Nyiragongo a étendu son champ d'action dans le sens où il peut maintenant menacer Goma à partir de Joli Bois ?

**W.** Effectivement !

**P.** Alors, quand vous dites que la prochaine éruption sera intra-cratérienne, cela veut dire que pour nous le cratère le plus menaçant c'est Joli Bois ?

**W.** Non. Le point de faiblesse le plus sûr maintenant, c'est le cratère. Il y a déjà un passage facile pour la lave : dès qu'il y a une pression dans le réservoir, elle monte directement au niveau du cratère qu'elle va commencer à remplir au lieu d'emprunter les fissures de Monigi. Nous aurions des inquiétudes si le phénomène qu'on observe au niveau du cratère s'observait au niveau des fissures.

**P.** Mais comme le Nyiragongo est un « hot spot », est-ce que ces petits cônes qui pompaient la lave de Monigi vers la ville ne sont pas des cheminées par rapport au centre la terre, au même titre que le grand cratère ?

**W.** Non ! Au niveau du cratère, c'est la cheminée, à Monigi, ce sont des tunnels, de grands tunnels. Ce que vous voyez à Monigi, en dessous c'est grand, ça peut aller jusqu'à un kilomètre de profondeur ! La lave est passée par ces grands passages souterrains avant de ressortir à Monigi ; c'est ce qu'on appelle en anglais la « digue propagation ». Maintenant que le Nyiragongo respire par le cratère, ces tunnels peuvent se refermer parce qu'ils ne sont plus sollicités ; c'est quand même une bonne nouvelle.

**P.** Selon la définition que vous nous avez donnée du hot spot, la lave vient du centre de la Terre. Maintenant si la lave qui vient du centre de la Terre sort par des tunnels d'ici à côté, cela veut dire qu'entre le centre de la Terre et cette ouverture, il y a passage, que cela s'appelle « cheminée » ou « tunnel » !

**W.** Entre le centre de la Terre et le réservoir du Nyiragongo, il y a communication. Ce réservoir qui est à environ 15 kilomètres de profondeur, envoie cette lave en surface par le cratère ou par les flancs. Maintenant que la lave monte vers le cratère, c'est-à-dire que ce passage montre moins de résistance que les flancs ; donc les tunnels sont en train de se refermer.

**P.** Vous ne trouvez pas que, à la longue, même si ces tunnels sont en train de se refermer et que le cratère est ouvert, plus le cratère va recevoir la lave, plus il va se former un nouveau lac de lave qui, une fois devenu trop lourd va exercer une pression sur les flancs et ressortir ?

**W.** C'est exactement cela, vous avez compris le mécanisme.

**P.** Est-ce que vous estimez que les 220 millions de mètres cubes de lave qui étaient dans le réservoir du Nyiragongo se sont vidés le 17 janvier ?

**W.** Oui, le réservoir s'est complètement vidé lors de la dernière éruption.

**P.** Dans la terminologie scientifique on dit que nous sommes dans « le jaune » ; qu'est-ce que ça signifie ?

**W.** C'est-à-dire que la situation n'est pas complètement calme ; quand c'est calme, on est dans « le vert », l'alerte au-dessus du jaune, c'est « l'orange » ; au moment de crise, c'est « le rouge ».

**P.** On dit que le niveau d'altitude de la ville a diminué ; qu'est-ce que vous en dites ?

**W.** On constate aussi que le niveau du lac Kivu a augmenté à Bukavu ; est-ce que c'est l'eau qui est montée ou c'est la terre qui s'est affaissée ? Les appareils modernes (JPS) que nous venons d'installer nous fourniront plus de lumière.

**P.** Revenons aux prévisions que vous faisiez au mois de janvier, où vous nous donniez une « période de grâce » de 3 ans ; selon vous, à quand la prochaine éruption ?

**W.** Je ne peux donner aucune date ; ça nous dépasse !

**P.** Est-ce que nous pouvons retenir le cycle habituel, en disant par exemple que comme la dernière coulée datait de 1977, la prochaine c'est dans 25 ans ?

**W.** En tant que scientifique, si j'avais une date, je vous aurais trompés. Mais vous, profanes, vous pouvez toujours vous consoler avec ces genres d'estimations.

**P.** Une autre inquiétude des habitants de Goma, c'est la possibilité que les fissures soient aussi en-dessous du lac Kivu. Or ce lac regorge de quantités énormes de gaz qui, au contact avec la lave, ferait une explosion énorme qui pourrait éliminer l'ensemble de la population de Goma, comme ce fut le cas au Cameroun avec l'explosion du lac Nyoss. Qu'est-ce que vous avez à dire dessus ?



**W.** Pour le moment il n'y a pas de fissure qui va jusqu'au lac. Il y a de vieilles fissures comme celle du Mont Goma. Le Mont Goma, j'espère que vous le savez, est un volcan, et le port est un cratère. Cette colline est venue d'une éruption phréato-magmatique. C'est –à – dire que la lave est entrée en contact avec l'eau,, provoquant l'explosion des roches qui ont formé le Mont Goma. La succession des couches qu'on voit à partir du port sont des dépôts de cendres. La fissure du Mont Goma est différente de celle du Nyiragongo en ce sens que la première est venue des profondeurs de la Terre. Et ce genre de fissures ne peuvent pas s'ouvrir deux fois ; donc le Mont Goma ne peut plus entrer en éruption, c'est un volcan mono-génétique. La fissure du Nyiragongo est d'une autre nature : elle vient du cratère qui exerce un poids sur les flancs. Le 17 janvier, cette fissure s'est arrêtée là d'où la lave est sortie, c'est-à-dire à Monigi. S'il y a une autre force à cet endroit, la fissure peut encore être sollicitée et se prolonger vers le lac.

**P.** Donc hypothétiquement ce n'est pas exclu qu'un jour la fissure atteigne le lac !

**W.** Ce n'est malheureusement pas exclu, et cela produirait une explosion du type Mont Goma, plus dangereuse. Les villes de Goma et de Gisenyi seraient alors invivables pendant un bon bout de temps. Quant à savoir si l'effet serait semblable à celui du lac Nyoss, c'est difficile à dire, vu que le lac Kivu est de loin plus grand que le Nyoss. Nous n'avons malheureusement aucune information sur ce qui s'est passé lors de l'éruption du Mont Goma.

**P.** Dites-nous maintenant quelque chose à propos des poches de gaz qui sont ici dans la ville et du danger qu'elles représentent.

**W.** Quand ces poches de gaz explosent, elles dégagent du méthane ou du gaz carbonique (CO<sub>2</sub>), le CO<sub>2</sub> est très dangereux. Comme il est plus dense que l'air, il reste au niveau du sol, très bas. Il peut donc entraîner la mort des chèvres et des enfants. Mais pour que le gaz méthane et même le CO<sub>2</sub> soient dangereux, il faut une certaine concentration, un seuil au-delà duquel ils peuvent nuire. Le méthane ne tue pas mais il peut provoquer des incendies, s'il entre en contact avec une lampe-tempête ou une bougie.

**P.** Combien de poches de gaz se trouvent dans la ville et où se localisent-elles ?

**W.** Comment peut-on le savoir ? On sait où se sont produites des explosions, mais cela ne veut pas dire qu'ailleurs il n'y a pas de gaz. Peut-être qu'ici même où nous sommes, c'est sur une poche de gaz. Il faut des appareils appropriés, des détecteurs des gaz, pour les localiser.

**P.** La ville de Goma demeure donc très incertaine, il faudrait peut-être envisager de la déplacer.

**W.** Déplacer une ville, c'est difficile, si vous l'envisagez, on peut même vous jeter des pierres. Dites par exemple au propriétaire de cette maison qui vous sert de bureau qu'il est dangereux d'habiter Goma, qu'il faut partir. Il vous dira : « Volcan haifikake huku, inaendaka kule ngambo ingine. » (=Le volcan n'arrive jamais ici, il se dirige toujours de l'autre côté). Les populations de Katindo et de Himbi vivent également dans l'illusion d'être en sécurité, alors que la coulée les a manqués de justesse. Tout ce qu'on peut faire, c'est penser à l'extension de la ville. Même au Japon et aux États-Unis, il y a des villes qui ont été détruites, mais les populations restent dans les environs immédiats, elles ne veulent pas partir. Regardez ici à Goma ; là où la lave s'est arrêtée, les gens sont encore là, si la maison n'a pas été complètement brûlée.

**P.** Est-ce que vous maintenez vos prévisions du mois de janvier qui limitaient la zone rouge de Goma à l'hôtel Karibu ?

**W.** Non, je ne suis pas de ceux qui le pensent. Pour moi, tout le flanc du Nyiragongo est dangereux, la zone rouge va même jusqu'à Sake, mais les niveaux de danger sont différents. Prenons la coulée de 1977. Elle n'a pas atteint la ville, celle de 2002 a pris un autre itinéraire. Donc toute cette zone est dangereuse. Voyez les pierres de Goma ! Ce sont des pierres volcaniques, résultant d'anciennes coulées.

**P.** Donc **vivre avec le volcan, c'est vivre avec l'incertitude ?**

**W.** Il faut le surveiller.

**P.** Comme vous parlez de la surveillance, est-ce que vous avez déjà mis en place des mécanismes d'alerte pour éviter un cafouillage comme celui constaté le 17 janvier ? Est-ce qu'il y a actuellement un plan d'évacuation de la ville ?

**W.** Oui, en collaboration avec OCHA et d'autres organisations, nous avons élaboré un document que nous appelons le plan de contingence qui indique comment les populations peuvent être évacuées en cas de besoin.

**P.** En matière de surveillance, est-ce que maintenant vous êtes mieux équipés qu'avant le 17 janvier ?

**W.** Oui, progressivement.

**P.** Vous êtes donc à même de donner des informations précises, longtemps à l'avance, pour éviter le scénario du 17 janvier ?

**W.** Tout à fait ! Le 17 janvier, nous avons donné des prévisions, sauf que nous n'avons pas été écoutés ; il y a eu des hésitations, l'information n'est pas passée correctement. La population et l'autorité n'étaient pas préparées. C'est qu'il faut faire maintenant, c'est préparer l'autorité et la population de façon que s'il y a quelque chose, chacun à son niveau fasse correctement ce qu'il doit faire.

**P.** Mais de votre côté aussi, il faut reconnaître que le « tunnel » de Munigi vous a surpris !

**W.** Il nous a surpris ; mais moins d'une semaine avant l'éruption, j'ai dit au personnel des agences onusiennes que l'éruption était imminente et que la coulée atteindrait le lac. Qu'elle sorte par le cratère ou par Munigi, j'avais averti que la quantité de lave était telle qu'elle passerait par la ville. Et c'est arrivé ! Sinon pour prévoir des ouvertures comme celle de Munigi, il nous fallait des JPS perfectionnés pour enregistrer les écartements et les analyser instantanément ; ce n'était pas le cas en janvier.

**P.** Et aujourd'hui ?

**W.** Aujourd'hui, il y a des JPS mais leurs données ne sont pas traitées instantanément, il faut un temps d'analyse. Et s'il y a des cassures, on peut les détecter et les localiser avec précision.

**P.** Ce n'est pas plus rassurant ! Cela confirme ce que nous disions tantôt : « Vivre avec le volcan, c'est vivre dans l'incertitude. »

**W.** Il est bien sûr dangereux de vivre près d'un volcan actif s'il n'est pas surveillé. Et s'il est surveillé, il faut apprendre aux populations ce qu'il faut exactement faire pour ne pas se faire surprendre. Et les populations, et la police, et l'autorité politique, et la société civile, tout le monde a son rôle à jouer en cas d'éruption volcanique. Mais la population n'a rien à craindre pour le moment.

*Aloys Tegera*

*Léopold Rutinirwa*

*Onesphore Sematumba*

*Juillet 2002*

### 3.5.2 Renforcement du rôle du journaliste face à la situation du volcan

Lors de l'éruption volcanique du Nyiragongo du 17 janvier 02 la presse locale s'est comportée avec une désinvolture que Pole Institute a été parmi les premiers à dénoncer. En effet, alors que le fleuve meurtrier de lave avançait inexorablement vers le centre de la ville, les as du micro distillaient à l'endroit de la population des messages rassurants. Lorsque le danger est devenu précis, les Gomatraciens ont pu se sauver, laissant maisons et biens à la furie du volcan. C'est pour que plus jamais pareille irresponsabilité ne se reproduise que le CCM ( Carrefour congolais des multimédias) a invité les journalistes locaux de la presse orale et écrite à un séminaire d'une journée le samedi 13 avril 02 dans la salle des réunions de l'hôtel IHUSI à Goma sur le thème : « **Renforcement du rôle du journaliste face à la situation du volcan** ». L'animateur principal, Monsieur Jacques Durieux, volcanologue français, était entouré par deux experts locaux, Messieurs Wafula et Kasereka, de l'observatoire volcanologique de Goma. Pole Institute y était invité comme observateur. Nous avons retenu pour nos lecteurs les rôles de différents acteurs dans la gestion d'une crise volcanique.

Les intervenants dans la gestion d'une crise volcanique

La gestion d'une éruption volcanique comme celle du 17 janvier 02 requiert 3 types d'intervenants : les volcanologues, l'autorité politique et les communicateurs.

#### a) **Rôle des volcanologues**

Les volcanologues restent à l'écoute du volcan dont ils essaient d'interpréter les signes en vue d'un pronostic scientifique. Ils font la description du phénomène volcanique, évaluent le pourcentage des risques et la fourchette des dates de l'éruption.

#### b) **Rôle de l'autorité**

L'autorité, à la lumière de l'information scientifique fournie par les volcanologues, prend la décision de protection civile. Elle doit être en mesure de décider une éventuelle évacuation pour protéger les vies humaines.

#### c) **Rôle des communicateurs**

Ils se situent au carrefour des deux premiers. Leur rôle, extrêmement important, consiste à expliquer à la population:

1. le diagnostic des scientifiques.
2. le bien-fondé des décisions politiques.

Les règles déontologiques de la communication en temps de crise volcanique

Ce rôle est d'autant plus important que, si le volcan tue, c'est essentiellement à cause de l'absence d'une bonne information ! A ce propos, M. Jacques Durieux a rappelé les règles déontologiques en matière de la gestion de la communication en période de crise volcanique :

- Dire la vérité, une vérité scientifique puisée à la bonne source
- Donner le bon message, c'est-à-dire :
  - ne pas se laisser influencer par ce qu'on voit ni ce qu'on ressent (maîtriser sa propre peur)
  - gérer la panique des autres en pesant chaque mot
  - éviter la surenchère médiatique telle qu'elle s'est observée à Goma avec la compétition entre les grandes chaînes de radio et de télévision qui rivalisaient dans le sensationnel

Il faut surtout se méfier des faux scientifiques qui pullulent en temps de crise !

### **III. Les pistes de travail du journaliste en cette période d'accalmie**

Aujourd'hui, la situation volcanologique est relativement calme à Goma. Tandis que les scientifiques veillent pour éviter une surprise de notre sournois voisin, le Nyiragongo que les Gomatraciens appellent avec beaucoup d'humour « le Général », quelle information faut-il donner aux populations ? L'information volcanologique d'aujourd'hui doit être orientée vers le futur. La première étape du travail consisterait à donner des informations précises sur les volcans en général et les Virunga en particulier, la seconde serait de parler du rôle des volcanologues pour que la population contribue à la protection de leur matériel installé çà et là. On a en effet constaté que les bornes géodésiques étaient arrachées par les chercheurs des matières précieuses !

#### *Conclusion*

Comme tout le monde l'a reconnu dans la salle, les différents intervenants (autorité politique, journalistes de la radio locale – RTNC et, dans une moindre mesure, les volcanologues ) ont géré la catastrophe du 17 janvier 02 d'une façon calamiteuse et le souhait de tous est que plus jamais pareilles incohérences ne se reproduisent. La population de Goma, aguerrie par des années de lutte pour la survie dans un contexte où le pouvoir prend des taxes sans rendre des services, a encore eu le réflexe qu'il fallait pour échapper au « Général », elle est partie alors que la radio lui demandait de ne pas bouger, elle est revenue alors que l'autorité politique lui demandait de rester dans les camps au Rwanda ! Et le drame humanitaire prédit par les humanitaires n'a pas eu lieu.

*Onesphore Sematumba*

*Goma, 23 avril 02*

